

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 3399

14 novembre 2014

SOMMAIRE

AIMCo RE Holdings (Luxembourg) IV S.à r.l.	163110	MFR Castel Romano Land S.à r.l.	163106
BorgWarner Germany Holding S.à r.l. ..	163112	MGE Hellenic Investments S.à r.l.	163107
ComStage	163120	MGE Miramas S.à r.l.	163107
ECR-Europe Conseils Réalisations S.A. ...	163110	Mindool S.à r.l.	163106
EIE S.A.	163111	Mohawk Finance S.à r.l.	163107
Elkin Holding S.A., SPF	163113	Mohawk Foreign Holdings S.à r.l.	163114
Endothelial Therapy Innovations S.A. ...	163111	Morgan Stanley Equity Investments (Luxembourg)	163106
EPF Logistics Properties Germany (LP) S.à r.l.	163113	Moto-ID S.A.	163129
Eurobatitech S.à r.l.	163113	Nicollet Entreprise 3 S.à r.l.	163114
Europa Ventures S.A.	163111	Oriental Fund SCA SICAV-SIF	163114
European Directories GP	163111	Orion IV European 17 S.à r.l.	163118
European Estate Bureaux S.A.	163112	Orion IV European 5 S.à r.l.	163115
Even Management Luxembourg S.à r.l. ..	163113	QuantExperts S.à r.l.	163106
Fédération luxembourgeoise des organismes agréés pour l'étude de la pollution, l'assainissement des sols, sous-sols et eaux souterraines, la certification des travaux de dépollution et la gestion des déchets dans le cadre de ces activités a.s.b.l.	163112	R Investments	163133
Finasa Société Financière	163121	Servus Luxembourg Holding S.C.A.	163114
Fresenius Kabi Finance I S.A.	163145	Société Civile Immobilière Zwickau I ...	163151
HDF Sicav SPE (Lux)	163133	Staminvest S.A.	163108
Jet Investment Holdings S.A.	163107	St. James's Place S.A.	163109
Jumalux S.A.	163106	Strada Chaussures Sàrl	163108
Katalpa S.à r.l.	163106	Studio Création S.A.	163108
Kinglet Luxembourg S.à r.l.	163107	Sugarfree Investments S.A.	163109
Klause Forbi S.à r.l.	163149	Syngeon S.A.	163109
		Tele Disc II S.à r.l.	163109
		Terryhold S.A.	163109
		Theis Luxembourg S.à r.l.	163109
		Tijual S.A., SPF	163148
		TNT Holdings Luxembourg S.à r.l.	163110
		TRADACOM s.à r.l.	163108

Jumalux S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2146 Luxembourg, 63-65, rue de Merl.
R.C.S. Luxembourg B 111.254.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2014161610/10.

(140183294) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 octobre 2014.

Katalpa S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8422 Steinfort, 14, rue de Hobscheid.
R.C.S. Luxembourg B 95.523.

Les comptes annuels au 31.12.2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2014161617/10.

(140184033) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 octobre 2014.

Morgan Stanley Equity Investments (Luxembourg), Société en nom collectif.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2-8, avenue Charles de Gaulle.
R.C.S. Luxembourg B 169.893.

Statuts coordonnés, suite à une assemblée générale extraordinaire reçue par Maître Francis KESSELER, notaire de résidence à Esch/Alzette, en date du 24 juin 2014 déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Esch/Alzette, le 24 juillet 2014.

Référence de publication: 2014161694/11.

(140183614) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 octobre 2014.

MFR Castel Romano Land S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 19, rue Eugène Ruppert.
R.C.S. Luxembourg B 116.018.

Les comptes annuels au 31 mars 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour MFR Castel Romano Land S.à r.l.

Intertrust (Luxembourg) S.à r.l.

Référence de publication: 2014161705/11.

(140183866) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 octobre 2014.

**Mindool S.à r.l., Société à responsabilité limitée,
(anc. QuantExperts S.à r.l.).**

Siège social: L-1270 Luxembourg, 18, Am Bongert.
R.C.S. Luxembourg B 90.654.

Statuts coordonnés, suite à une cession de parts sociales ainsi qu'une assemblée générale extraordinaire reçue par Maître Francis KESSELER, notaire de résidence à Esch/Alzette, en date du 25 juin 2014 déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Esch/Alzette, le 25 juillet 2014.

Référence de publication: 2014161683/12.

(140183743) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 octobre 2014.

Jet Investment Holdings S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1118 Luxembourg, 23, rue Aldringen.
R.C.S. Luxembourg B 139.706.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2014161599/10.

(140183372) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 octobre 2014.

Kinglet Luxembourg S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2132 Luxembourg, 18, avenue Marie-Thérèse.
R.C.S. Luxembourg B 138.030.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Un mandataire

Référence de publication: 2014161623/10.

(140183098) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 octobre 2014.

MGE Hellenic Investments S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 19, rue Eugène Ruppert.
R.C.S. Luxembourg B 99.856.

Les comptes annuels au 31 mars 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour MGE Hellenic Investments S.à r.l.

Intertrust (Luxembourg) S.à r.l.

Référence de publication: 2014161706/11.

(140183887) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 octobre 2014.

MGE Miramas S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 19, rue Eugène Ruppert.
R.C.S. Luxembourg B 159.211.

Les comptes annuels au 31 mars 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour MGE Miramas S.à r.l.

Intertrust (Luxembourg) S.à r.l.

Référence de publication: 2014161707/11.

(140183908) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 octobre 2014.

Mohawk Finance S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 690.000,00.

Siège social: L-8070 Bertrange, 10B, rue des Mérovingiens.
R.C.S. Luxembourg B 146.953.

Les comptes annuels consolidés de Mohawk Industries Inc au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour la société

Un mandataire

Référence de publication: 2014161686/12.

(140183511) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 octobre 2014.

Strada Chaussures Sàrl, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2340 Luxembourg, 7-9, rue Philippe II.
R.C.S. Luxembourg B 81.115.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour STRADA CHAUSSURES Sàrl

Référence de publication: 2014161931/10.

(140184051) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 octobre 2014.

Studio Création S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8436 Steinfort, 8, rue de Kleinbettingen.
R.C.S. Luxembourg B 55.491.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour STUDIO CREATION S.A.

Référence de publication: 2014161932/10.

(140183894) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 octobre 2014.

Staminvest S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2121 Luxembourg, 231, Val des Bons Malades.
R.C.S. Luxembourg B 111.462.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 14 octobre 2014.

SG AUDIT SARL

Référence de publication: 2014161928/11.

(140183553) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 octobre 2014.

TRADACOM s.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8813 Bigonville, 14, rue du Village.
R.C.S. Luxembourg B 169.136.

Extrait de l'assemblée générale extraordinaire du 17 octobre 2014.

Le point n° 1. est abordé:

A l'unanimité, le transfert du siège social à l'adresse suivante: 14 Rue du Village à L-8813 BIGONVILLE est accepté.

Le point n° 2. est abordé:

A l'unanimité, la démission du gérant Monsieur Dominique's HEEREN demeurant à B-4280 HANNUT, 33 Rue de Huy, est approuvée.

Suite à cette démission, Monsieur PETRE Daniel demeurant à B-4400 FLEMALLE, 46 Rue Beaugnée, est gérant unique et il a le pouvoir d'engager la société par sa seule signature.

Le point n° 3. est abordé:

Suite à la cession de parts signée le 29/09/2014, les parts sociales sont désormais réparties comme suit:

- Monsieur PETRE Daniel détient 400 parts sociales

Depuis la signature de la cessions de parts, Monsieur PETRE Daniel est associé unique.

Le point n° 4. est abordé:

Néant

PETRE Daniel / PHILIPIN Isabelle / MARECHAL Cindy

Le Président / Le secrétaire / Le scrutateur

Référence de publication: 2014161974/23.

(140184296) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 octobre 2014.

St. James's Place S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2540 Luxembourg, 15, rue Edward Steichen.

R.C.S. Luxembourg B 17.089.

Les comptes annuels au 31.12.2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014161927/9.

(140184337) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 octobre 2014.

Sugarfree Investments S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.

R.C.S. Luxembourg B 171.049.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014161935/9.

(140183172) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 octobre 2014.

Syngeon S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-5450 Stadtbredimus, 5C, route du Vin.

R.C.S. Luxembourg B 157.534.

Der Jahresabschluss auf den 31.12.2013 wurde beim Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg hinterlegt.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014161938/9.

(140183460) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 octobre 2014.

Tele Disc II S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8063 Bertrange, 4, rue Spierzelt.

R.C.S. Luxembourg B 29.195.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014161959/9.

(140183154) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 octobre 2014.

Terryhold S.A., Société Anonyme Soparfi.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 3A, boulevard du Prince Henri.

R.C.S. Luxembourg B 26.480.

Les comptes annuels au 31/12/2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014161960/9.

(140183064) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 octobre 2014.

Theis Luxembourg S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-6633 Wasserbillig, 74, route de Luxembourg.

R.C.S. Luxembourg B 57.131.

Les comptes annuels au 31.12.2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014161964/9.

(140183883) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 octobre 2014.

AIMCo RE Holdings (Luxembourg) IV S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 19, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 168.972.

Extrait des décisions prises par le Conseil de gérance en date du 24 septembre 2014:

1. Le siège social a été transféré de L-2551 Luxembourg, 125, avenue du X septembre à L-2453 Luxembourg, 19, rue Eugène Ruppert avec date effective le 1^{er} Septembre 2014.

Veuillez prendre note que l'adresse professionnelle de Monsieur, Hugo Froment gérant de classe B, se situe désormais au L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert avec effet immédiat.

Luxembourg, le 24 Septembre 2014.

Pour extrait sincère et conforme

Pour AIMCo RE Holdings (Luxembourg) IV S.à r.l.

Intertrust (Luxembourg) S.à r.l.

Référence de publication: 2014162102/17.

(140185052) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 octobre 2014.

TNT Holdings Luxembourg S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.540,00.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2-8, avenue Charles de Gaulle.

R.C.S. Luxembourg B 144.548.

Extrait des résolutions écrites prises par l'associé unique en date du 15 octobre 2014

En date du 15 OCTOBRE 2014, l'associé unique de TNT Holdings Luxembourg S.à r.l. («la Société») a pris les résolutions suivantes:

- De nommer Madame Katja Bodner, née le 17 juin 1973, à Lienz, Autriche, résidant professionnellement au Haberstraße 2, Troisdorf, Allemagne, en tant que gérant de catégorie B de la Société avec effet au 15 octobre 2014 et pour une durée indéterminée avec pouvoir de signature conjointe avec tout autre gérant.

Luxembourg, le 16 octobre 2014.

Luxembourg Corporation Company S.A.

Signatures

Un Mandataire

Référence de publication: 2014161970/18.

(140184294) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 octobre 2014.

ECR-Europe Conseils Réalisations S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2320 Luxembourg, 21, boulevard de la Pétrusse.

R.C.S. Luxembourg B 58.272.

EXTRAIT

L'assemblée générale annuelle du 3 juin 2014 a renouvelé les mandats:

- des administrateurs de la société

Mme Danielle Schroeder, directeur de société, 21, boulevard de la Pétrusse, L-2320 Luxembourg

M. Antoine Hientgen, économiste, 21, boulevard de la Pétrusse, L-2320 Luxembourg

M. Antonio Raffa, avocat, 54, rue d'Anvers, L-1130 Luxembourg

- du commissaire aux comptes

FIDEX AUDIT S.à r.l., 21, boulevard de la Pétrusse, L-2320 Luxembourg

pour une durée de six ans. Les mandats s'achèveront à l'issue de l'assemblée générale annuelle de 2020 approuvant les comptes de 2019.

ECR- EUROPE CONSEILS REALISATIONS S.A.

Société Anonyme

Référence de publication: 2014162299/19.

(140184372) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 octobre 2014.

Europa Ventures S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2146 Luxembourg, 63-65, rue de Merl.
R.C.S. Luxembourg B 175.982.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2014162316/10.

(140184700) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 octobre 2014.

Endothelial Therapy Innovations S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2121 Luxembourg-Kirchberg, 231, Val des Bons-Malades.
R.C.S. Luxembourg B 169.640.

Les comptes annuels au 31.12.2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 16 octobre 2014.

SG AUDIT SARL

Référence de publication: 2014162307/11.

(140185448) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 octobre 2014.

EIE S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2661 Luxembourg, 42, rue de la Vallée.
R.C.S. Luxembourg B 55.344.

Par décision du Conseil d'Administration tenu en date du 14 août 2014, Madame Elisa Paola ARMANDOLA, domiciliée professionnellement au 42, Rue de la Vallée, L-2661 Luxembourg a été cooptée en remplacement de Monsieur Guy BAUMANN, démissionnaire.

Son mandat s'achèvera avec ceux des autres Administrateurs à l'issue de l'assemblée générale annuelle de 2018.

Luxembourg, le 20 octobre 2014.

Pour: EIE S.A.

Société anonyme

Experta Luxembourg

Société anonyme

Référence de publication: 2014162304/16.

(140184702) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 octobre 2014.

European Directories GP, Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1246 Luxembourg, 2C, rue Albert Borschette.
R.C.S. Luxembourg B 181.385.

EXTRAIT

Les associés de la Société, par résolutions écrites datées du 25 juin 2014, ont décidé de transférer le siège social de la Société au 2C, rue Albert Borschette, L-1246 Luxembourg, avec effet au 15 septembre 2014.

Les adresses professionnelles des gérants Heiko Dimmerling, Thomas Sonnenberg et Michiel Kramer ont également changé. Lesdits gérants résident dorénavant professionnellement au 2C, rue Albert Borschette, L-1246 Luxembourg.

Le gérant Mats Eklund a également transféré son adresse professionnelle au 9 South Street, 3^{ème} étage, Londres, W1K 2XA, Royaume-Uni.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour European Directories GP S.à r.l.

Référence de publication: 2014162290/17.

(140185335) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 octobre 2014.

European Estate Bureaux S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2310 Luxembourg, 20, avenue Pasteur.
R.C.S. Luxembourg B 145.829.

Résolution du conseil d'administration prise à Luxembourg en date du 20 octobre 2014:

- Le conseil d'administration a décidé de transférer avec effet immédiat le siège social de la société du 16 rue de Nassau L-2213 Luxembourg au 20 avenue Pasteur L-2310 Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014162319/11.

(140185432) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 octobre 2014.

BorgWarner Germany Holding S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1736 Senningerberg, 5, Heienhaff.
R.C.S. Luxembourg B 187.674.

Il est porté à la connaissance des tiers que l'adresse de l'associé unique de la Société est 5, Heienhaff L-1736 Senningerberg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour BorgWarner Germany Holding S.à r.l.

Un mandataire

Référence de publication: 2014162147/12.

(140184999) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 octobre 2014.

Fédération luxembourgeoise des organismes agréés pour l'étude de la pollution, l'assainissement des sols, sous-sols et eaux souterraines, la certification des travaux de dépollution et la gestion des déchets dans le cadre de ces activités a.s.b.l., Association sans but lucratif.

Siège social: L-3378 Livange, rue de Bettembourg.
R.C.S. Luxembourg F 8.816.

L'an deux mille quatorze, le dix juillet à 18.00 heures, les membres de l'association sans but lucratif FORSED asbl se sont réunis en assemblée générale extraordinaire à Berchem sur convocation du conseil d'administration.

L'assemblée est présidée par M Marc Eicher en sa qualité de président. Le secrétariat est assuré par M Georges Origer.

Le président constate que 10 membres sur 14 sont présents ou représentés; le nombre total de voix est ainsi de 10. Monsieur le Président déclare alors que l'assemblée est régulièrement constituée et peut valablement délibérer et prendre des décisions à la majorité simple et avec deux tiers des membres effectifs réunis.

Cinquième résolution

Le président propose de modifier les statuts au sujet de la fixation de la date de réunion de l'AGO.

Extrait des statuts actuels:

Titre 12. Etablissement des comptes

Art. 51. Le compte de l'exercice écoulé et le budget du prochain exercice seront annuellement établis par le Conseil d'Administration et soumis à l'approbation de l'assemblée générale, qui se tiendra le dernier vendredi du mois d'avril de chaque année ou le jour ouvrable immédiatement suivant s'il s'agit d'un jour férié. La première Assemblée Générale ordinaire sera tenu en deux mille douze.

Proposition de modification des statuts

Titre 12. Etablissement des comptes

Art. 51. Le compte de l'exercice écoulé et le budget du prochain exercice seront annuellement établis par le Conseil d'Administration et soumis à l'approbation de l'assemblée générale, qui devra se tenir au plus tard le 30 juin de l'année suivante. La première Assemblée Générale ordinaire sera tenu en deux mille douze.

L'assemblée décide à l'unanimité des voix de changer l'article 51 des statuts comme proposé.

Livange, le 26 août 2014.

Référence de publication: 2014162325/29.

(140184773) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 octobre 2014.

Even Management Luxembourg S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1460 Luxembourg, 48, rue d'Eich.

R.C.S. Luxembourg B 121.666.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Un mandataire

Référence de publication: 2014162321/10.

(140184667) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 octobre 2014.

Elkin Holding S.A., SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-2320 Luxembourg, 21, boulevard de la Pétrusse.

R.C.S. Luxembourg B 94.816.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

ELKIN HOLDING S.A., SPF

Société Anonyme

Référence de publication: 2014162305/11.

(140184371) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 octobre 2014.

Eurobatitech S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1531 Luxembourg, 14, rue de la Fonderie.

R.C.S. Luxembourg B 42.979.

Extrait de l'assemblée générale des associés du 8 octobre 2014

Il résulte de la cession de parts que le capital social de la société EUROBATITECH S.à r.l. est souscrit comme suit:

- Monsieur Franco BERARDINI	100 parts
Total:	100 parts

L'assemblée a pris acte de la démission de M. Arnaud Ehlinger avec effet immédiat de son poste de gérant.

Le 8 octobre 2014.

DEALING S.A. / M. Arnaud EHLINGER / M. Franco BERARDINI

Signature / - / -

- / Gérant administrative sortant / Gérant technique

Référence de publication: 2014162314/16.

(140184411) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 octobre 2014.

EPF Logistics Properties Germany (LP) S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2633 Senningerberg, 6, route de Trèves.

R.C.S. Luxembourg B 128.127.

Suivant les résolutions prises par l'associé unique en date du 7 octobre 2014, il a été décidé de:

- renouveler le mandat de réviseur d'entreprises agréé, PricewaterhouseCoopers S.à r.l., avec effet immédiat et pour une période se terminant lors de l'assemblée générale annuelle qui se tiendra en 2015.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 13 octobre 2014.

Pour extrait sincère et conforme

TMF Luxembourg S.A.

Signatures

Signataire autorisé

Référence de publication: 2014162308/17.

(140184504) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 octobre 2014.

Oriental Fund SCA SICAV-SIF, Société en Commandite par Actions sous la forme d'une SICAV - Fonds d'Investissement Spécialisé.

Siège social: L-2535 Luxembourg, 20, boulevard Emmanuel Servais.
R.C.S. Luxembourg B 163.846.

Les comptes Annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 16 octobre 2014.

Référence de publication: 2014161757/11.

(140183455) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 octobre 2014.

Mohawk Foreign Holdings S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 72.995.850,00.

Siège social: L-8070 Bertrange, 10B, rue des Mérovingiens.
R.C.S. Luxembourg B 147.820.

Les comptes annuels consolidés de Mohawk Industries Inc au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

*Pour la société
Un mandataire*

Référence de publication: 2014161689/12.

(140183510) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 octobre 2014.

Nicollet Entreprise 3 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: CAD 20.000,00.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.
R.C.S. Luxembourg B 174.771.

Par résolutions signées tenue en date du 26 septembre 2014, l'associé unique a pris les décisions suivantes:

1. Nomination de Sara Justice Ross, avec adresse professionnelle au 33 South, 6th Street, Minneapolis, Minnesota 55402, Etats-Unis, au mandat de gérant de catégorie A, avec effet immédiat et pour une durée indéterminée;

2. Acceptation de la démission de Janine Brown-Wiese, avec adresse professionnelle au 1000 Nicollet Mall, 55403 Minneapolis, Etats-Unis de son mandat de gérant de catégorie A, avec effet immédiat;

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 14 octobre 2014.

Référence de publication: 2014161729/15.

(140184260) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 octobre 2014.

Servus Luxembourg Holding S.C.A., Société en Commandite par Actions.

Siège social: L-1246 Luxembourg, 2, rue Albert Borschette.
R.C.S. Luxembourg B 176.924.

EXTRAIT

Il est à noter que le siège social de la Société a été transféré de son adresse actuelle au 2, rue Albert Borschette, L-1246 Luxembourg, avec effet au 30 septembre 2014.

Pour extrait, aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Servus Luxembourg Holding S.C.A.
Représenté par Servus Luxembourg
Gérant
Représenté par Mark Wilhelms / B-D Bochamp
A - Manager / B - Manager

Référence de publication: 2014161848/16.

(140183606) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 octobre 2014.

Orion IV European 5 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1528 Luxembourg, 11/13, boulevard de la Foire.

R.C.S. Luxembourg B 179.202.

In the year two thousand fourteen, on the twelfth day of September.

Before us, Maître Marc Loesch, notary residing in Mondorf-les-Bains, Grand Duchy of Luxembourg,

THERE APPEARED:

Orion Master IV Luxembourg S.à r.l., a private limited liability company (société à responsabilité limitée) incorporated and existing under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, having its registered office at 11/13, boulevard de la Foire, L-1528 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies' Register under number B 173.948 (the "Sole Member"),

here represented by Maître Juliette Feitler, lawyer, professionally residing in Luxembourg,

by virtue of a proxy under private seal, given on September 11, 2014.

The said proxy, initialed *ne varietur* by the proxyholder of the appearing party and the notary, shall remain annexed to this deed to be filed at the same time with the registration authorities.

Such appearing party is the sole member of Orion IV European 5 S.à r.l. (hereinafter the "Company"), a private limited liability company (société à responsabilité limitée), having its registered office at 11/13, boulevard de la Foire, L-1528 Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies' Register under number B 179.202, incorporated pursuant to a notarial deed dated 24 July 2013, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations on 24 September 2013 under number 2353. The articles of association of the Company have not been amended since.

The appearing party representing the entire share capital of the Company, requested the undersigned notary to act that the agenda of the meeting is as follows:

Agenda

1. Increase of the share capital of the Company by an amount of two hundred and thirty three pounds sterling (GBP 233.-) so as to raise it from its current amount of fifteen thousand pounds sterling (GBP 15,000.-) up to fifteen thousand two hundred and thirty three pounds sterling (GBP 15,233.-) through the issue of two hundred and thirty three (233) shares with a nominal value of one pound sterling (GBP 1.-) each, by way of a contribution in kind;

2. Subsequent increase of the share capital of the Company by an additional amount of eighteen thousand six hundred pounds sterling (GBP 18,600.-) so as to raise it from its amount of fifteen thousand two hundred and thirty three pounds sterling (GBP 15,233.-) up to thirty three thousand eight hundred and thirty three pounds sterling (GBP 33,833.-) through the issue of eighteen thousand six hundred (18,600) shares with a nominal value of one pound sterling (GBP 1.-) each, by way of a contribution in cash;

3. Subsequent amendment of article 5 paragraph 1 of the articles of association of the Company;

4. Miscellaneous.

Having duly considered each item on the agenda, the Sole Member takes, and requires the undersigned notary to enact, the following resolutions:

First resolution

The Sole Member resolves to increase the Company's share capital by an amount of two hundred and thirty three pounds sterling (GBP 233.-) so as to raise it from its current amount of fifteen thousand pounds sterling (GBP 15,000.-) up to fifteen thousand two hundred and thirty three pounds sterling (GBP 15,233.-) through the issue of two hundred and thirty three (233) shares with a nominal value of one pound sterling (GBP 1.-) each, by way of a contribution in kind.

The two hundred and thirty three (233) new shares issued have been entirely subscribed by the Sole Member for the aggregate amount of twenty three thousand three hundred and forty six pounds sterling (GBP 23,346.-).

The shares so subscribed by the Sole Member have been fully paid up by way of a contribution in kind consisting of two receivables, each of the amount of eleven thousand six hundred and seventy three pounds sterling (GBP 11,673.-), so that the aggregate amount of the contribution in kind amounts to twenty three thousand three hundred and forty six pounds sterling (GBP 23,346.-). Proof of the existence and the value of such contribution in kind has been produced to the undersigned notary by a valuation certificate issued by the board of managers of the Company on 11 September 2014.

The total contribution in the amount of twenty three thousand three hundred and forty six pounds sterling (GBP 23,346.-) shall be allocated as follows:

- two hundred and thirty three pounds sterling (GBP 233.-) to the share capital of the Company; and
- twenty three thousand one hundred and thirteen pounds sterling (GBP 23,113.-) to the share premium of the Company.

Second resolution

The Sole Member resolves to increase the Company's share capital by an additional amount of eighteen thousand six hundred pounds sterling (GBP 18,600.-) so as to raise it from its current amount of fifteen thousand two hundred and thirty three pounds sterling (GBP 15,233 up to thirty three thousand eight hundred and thirty three pounds sterling (GBP 33,833.-) through the issue of eighteen thousand six hundred (18,600) shares with a nominal value of one pound sterling (GBP 1.-) each, by way of a contribution in cash.

The eighteen thousand six hundred (18,600) new shares issued have been entirely subscribed by the Sole Member for the price of one million eight hundred sixty thousand pounds sterling (GBP 1,860,000.-).

The shares so subscribed by the Sole Member have been fully paid up by way of a contribution in cash amounting to one million eight hundred sixty thousand pounds sterling (GBP 1,860,000.-), so that the amount of one million eight hundred sixty thousand pounds sterling (GBP 1,860,000.-) is as of now available to the Company, as it has been justified to the notary.

The total contribution in the amount of one million eight hundred sixty thousand pounds sterling (GBP 1,860,000.-) shall be allocated as follows:

- eighteen thousand six hundred pounds sterling (GBP 18,600.-) to the share capital of the Company; and
- one million eight hundred forty one thousand four hundred pounds sterling (GBP 1,841,400.-) to the share premium of the Company.

Third resolution

As a consequence of the preceding resolutions, the Sole Member resolves to amend article 5, paragraph 1 of the articles of association of the Company which shall be enforced and now reads as follows:

“ **Art. 5. Capital.** The issued share capital of the Company is set at thirty three thousand eight hundred and thirty three pounds sterling (GBP 33,833.-), divided into thirty three thousand eight hundred and thirty three (33,833) shares, with a nominal value of one pound sterling (GBP 1.-) each (the “Shares”).”

Costs and Expenses

The costs, expenses, fees and charges of any kind which shall be borne by the Company as a result of this deed are estimated at two thousand eight hundred euro (EUR 2,800.-).

Whereof the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day specified at the beginning of this document.

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the proxyholder of the appearing party, this deed is worded in English followed by a French translation; on the request of the same proxyholder and in case of discrepancy between the English and the French texts, the English version shall prevail.

The document having been read to the proxyholder of the appearing party, known to the notary by name, first name and residence, the said proxyholder signed together with the notary the present deed.

Suit la traduction en français du texte qui précède:

L'an deux mille quatorze, le douze septembre.

Par devant nous, Maître Marc Loesch, notaire de résidence à Mondorfles-Bains, Grand-Duché de Luxembourg,

A COMPARU:

Orion Master IV Luxembourg S.à r.l., une société à responsabilité limitée constituée et existant selon les lois du Grand-Duché de Luxembourg, immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 173.948, ayant son siège social au 11/13, boulevard de la Foire, L-1528 Luxembourg (l'«Associé Unique»),

ici représentée par Maître Juliette Feitler, avocat à la Cour, résidant professionnellement à Luxembourg, en vertu d'une procuration sous seing privé donnée le 11 septembre 2014.

Ladite procuration, paraphée ne varietur par le mandataire de la comparante et par le notaire, restera annexée au présent acte pour être soumise avec lui aux formalités d'enregistrement.

La comparante est l'associé unique de Orion IV European 5S.à r.l. (ci-après la “Société”), une société à responsabilité limitée, ayant son siège social au 11/13, boulevard de la Foire, L-1528 Luxembourg, immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 179.202, constituée suivant un acte du notaire soussigné en date du 24 juillet 2013, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations du 24 septembre 2013 numéro 2353. Les statuts de la Société n'ont pas été modifiés depuis.

La comparante représentant l'intégralité du capital social de la Société a requis le notaire soussigné de prendre acte que l'ordre du jour de l'assemblée est le suivant:

Ordre du jour

1. Augmentation du capital social de la Société d'un montant de deux cent trente-trois livres sterling (GBP 233,-) pour le porter de son montant actuel de quinze mille livres sterling (GBP 15.000,-) à quinze mille deux cent trente-trois livres

sterling (GBP 15.233,-) par l'émission de deux cent trente-trois (233) parts sociales, d'une valeur nominale d'une livre sterling (GBP 1,-) chacune, par le biais d'un apport en nature.

2. Augmentation subséquente du capital social de la Société d'un montant supplémentaire de dix-huit mille six cents livres sterling (GBP 18.600) pour le porter de son montant quinze mille deux cent trente-trois cents livres sterling (GBP 15.233,-) à trente-trois mille huit cent trente-trois livres sterling (GBP 33.833,-) par l'émission de dix-huit mille six cents (18.600) parts sociales, d'une valeur nominale d'une livre sterling (GBP 1,-) chacune, par le biais d'un apport en numéraire.

3. Modification subséquente de l'article 5 paragraphe 1 des statuts de la Société;

4. Divers.

Après avoir dûment examiné chaque point figurant à l'ordre du jour, l'Associé Unique adopte, et requiert le notaire instrumentant d'acter les résolutions suivantes:

Première résolution

L'Associé Unique décide d'augmenter le capital social de la Société d'un montant de deux cent trente-trois livres sterling (GBP 233,-) pour le porter de son montant actuel de quinze mille livres sterling (GBP 15.000,-) à quinze mille deux cent trente-trois livres sterling (GBP 15.233,-) par l'émission de deux cent trente-trois (233) nouvelles parts sociales, d'une valeur nominale d'une livre sterling (GBP 1,-) chacune, par le biais d'un apport en nature.

Les deux cent trente-trois (233) nouvelles parts sociales ont été entièrement souscrites par l'Associé Unique, représenté comme indiqué ci-dessus, pour un montant total de vingt-trois mille trois cent quarante-six livres sterling (GBP 23.346,-).

Les parts sociales ainsi souscrites par l'Associé Unique ont été intégralement payées par le biais d'un apport en nature consistant en deux créances d'un montant de onze mille six cent soixante-treize livres sterling, soit en apport en nature dont la valeur globale s'élève à vingt-trois mille trois cent quarante-six livres sterling (GBP 23.346,-). La preuve de l'existence et la valeur de cet apport en nature a été fournie au notaire soussigné par un certificat d'évaluation émis par le conseil de gérance de la Société le 11 septembre 2014.

L'apport global d'un montant de vingt-trois mille trois cent quarante-six livres sterling (GBP 23.346,-) est affecté comme suit:

- Deux cent trente-trois livres sterling (GBP 233,-) au capital social de la Société; et
- Vingt-trois mille cent treize livres sterling (GBP 23.113,-) à la prime d'émission de la Société.

Deuxième résolution

L'Associé Unique décide d'augmenter le capital social de la Société d'un montant supplémentaire de dix-huit mille six cents livres sterling (GBP 18.600) pour le porter de son montant quinze mille deux cent trente-trois cents livres sterling (GBP 15.233,-) à trente-trois mille huit cent trente-trois livres sterling (GBP 33.833,-) par l'émission de dix-huit mille six cents (18.600) nouvelles parts sociales, d'une valeur nominale d'une livre sterling (GBP 1,-) chacune, par le biais d'un apport en numéraire.

Les dix-huit mille six cents (18.600) nouvelles parts sociales ont été entièrement souscrites par l'Associé Unique, représenté comme indiqué ci-dessus, pour un montant total d'un million huit cent soixante mille livres sterling (GBP 1.860.000,-).

Les parts sociales ainsi souscrites par l'Associé Unique ont été intégralement payées par le biais d'un apport en numéraire d'un montant d'un million huit cent soixante mille livres sterling (GBP 1.860.000,-) lequel montant d'un million huit cent soixante mille livres sterling (GBP 1.860.000,-) est désormais à la disposition de la Société ainsi qu'il l'a été justifié au notaire soussigné.

L'apport global d'un montant d'un million huit cent soixante mille livres sterling (GBP 1.860.000,-) est affecté comme suit:

- Dix-huit mille six cents livres sterling (GBP 18.600,-) au capital social de la Société; et
- Un million huit cent quarante et un mille quatre cents livres sterling (GBP 1.841.400,-) à la prime d'émission de la Société.

Troisième résolution

En conséquence des résolutions qui précèdent, l'Associé Unique décide de modifier l'article 5, paragraphe 1 des statuts de la Société qui aura désormais la teneur suivante:

« **Art. 5. Capital.** Le capital émis de la Société est fixé à trente-trois mille huit cent trente-trois livres sterling (GBP 33.833,-), divisé en trente-trois mille huit cent trente-trois (33.833) parts sociales, ayant une valeur nominale d'une livre sterling (GBP 1,-) chacune (les «Parts Sociales»).»

Frais et Dépenses

Le montant des frais, dépenses, honoraires et charges de toute nature qui incombe à la Société en raison de cet acte est évalué à environ deux mille huit cents (EUR 2.800,-).

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, à la date figurant en tête des présentes.

Le notaire soussigné, qui comprend et parle l'anglais, déclare qu'à la demande du mandataire de la comparante, le présent acte est rédigé en langue anglaise suivi d'une traduction en français; et qu'à la demande du même mandataire et en cas de divergence entre le texte anglais et le texte français, le texte anglais fait foi.

L'acte ayant été lu au mandataire de la comparante connu du notaire instrumentant par ses nom, prénom et résidence, ledit mandataire a signé avec le notaire le présent acte.

Signé: J. Feitler, M. Loesch.

Enregistré à Remich, le 17 septembre 2014. REM/2014/2024. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): P. MOLLING.

Pour expédition conforme,

Mondorf-les-Bains, le 17 octobre 2014.

Référence de publication: 2014161762/175.

(140184067) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 octobre 2014.

Orion IV European 17 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1528 Luxembourg, 11-13, boulevard de la Foire.

R.C.S. Luxembourg B 185.254.

In the year two thousand fourteen, on the twelfth day of September,

Before us, Maître Marc Loesch, notary residing in Mondorf-les-Bains, Grand Duchy of Luxembourg,

THERE APPEARED:

Orion IV European 13 S.à r.l., a private limited liability company (société à responsabilité limitée) incorporated and existing under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, having its registered office at 11/13, boulevard de la Foire, L-1528 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies' Register under number B 185.244 (the "Sole Member"),

here represented by Maître Juliette Feitler, lawyer, professionally residing in Luxembourg,

by virtue of a proxy under private seal, given on September 11, 2014.

The said proxy, initialed ne varietur by the proxyholder of the appearing party and the notary, shall remain annexed to this deed to be filed at the same time with the registration authorities.

Such appearing party is the sole member of Orion IV European 17 S.à r.l. (hereinafter the "Company"), a private limited liability company (société à responsabilité limitée), having its registered office at 11/13, boulevard de la Foire, L-1528 Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies' Register under number B 185.254, incorporated pursuant to a notarial deed dated 25 February 2014, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations number 1275 on 19 May 2014. The articles of association of the Company have not been amended since.

The appearing party representing the entire share capital of the Company, requested the undersigned notary to act that the agenda of the meeting is as follows:

Agenda

1. Increase of the share capital of the Company by an amount of eighteen thousand six hundred pounds sterling (GBP 18,600.-) so as to raise it from its current amount of fifteen thousand pounds sterling (GBP 15,000.-) up to thirty three thousand six hundred pounds sterling (GBP 33,600.-) through the issue of eighteen thousand six hundred (18,600) shares with a nominal value of one pound sterling (GBP 1.-) each, by way of a contribution in cash;

2. Subsequent amendment of article 5 paragraph 1 of the articles of association of the Company;

3. Miscellaneous.

Having duly considered each item on the agenda, the Sole Member takes, and requires the undersigned notary to enact, the following resolutions:

First resolution

The Sole Member resolves to increase the Company's share capital by an amount of eighteen thousand six hundred pounds sterling (GBP 18,600.-) so as to raise it from its current amount of fifteen thousand pounds sterling (GBP 15,000.-) up to thirty three thousand six hundred pounds sterling (GBP 33,600.-) through the issue of eighteen thousand six hundred (18,600) shares with a nominal value of one pound sterling (GBP 1.-) each, by way of a contribution in cash.

The eighteen thousand six hundred (18,600) new shares issued have been entirely subscribed by the Sole Member for the price of one million eight hundred sixty thousand pounds sterling (GBP 1,860,000.-).

The shares so subscribed by the Sole Member have been fully paid up by way of a contribution in cash amounting to one million eight hundred sixty thousand pounds sterling (GBP 1,860,000.-), so that the amount of one million eight hundred sixty thousand pounds sterling (GBP 1,860,000.-) is as of now available to the Company, as it has been justified to the notary.

The total contribution in the amount of one million eight hundred sixty thousand pounds sterling (GBP 1,860,000.-) shall be allocated as follows:

- eighteen thousand six hundred pounds sterling (GBP 18,600.-) to the share capital of the Company; and
- one million eight hundred forty one thousand four hundred pounds sterling (GBP 1,841,400.-) to the share premium of the Company.

Second resolution

As a consequence of the preceding resolution, the Sole Member resolves to amend article 5, paragraph 1 of the articles of association of the Company which shall be enforced and now reads as follows:

“ **Art. 5. Capital.** The issued share capital of the Company is set at thirty three thousand six hundred pounds sterling (GBP 33,600.-) divided into thirty-three thousand six hundred (33,600) shares, with a nominal value of one pound sterling (GBP 1.-) each (the "Shares").”

Costs and Expenses

The costs, expenses, fees and charges of any kind which shall be borne by the Company as a result of this deed are estimated at two thousand eight hundred euro (EUR 2,800.-).

Whereof the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day specified at the beginning of this document.

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the proxyholder of the appearing party, this deed is worded in English followed by a French translation; on the request of the same proxyholder and in case of discrepancy between the English and the French texts, the English version shall prevail.

The document having been read to the proxyholder of the appearing party, known to the notary by name, first name and residence, the said proxyholder signed together with the notary the present deed.

Suit la traduction en français du texte qui précède:

L'an deux mille quatorze, le douze septembre.

Par devant nous, Maître Marc Loesch, notaire de résidence à Mondorfles-Bains, Grand-Duché de Luxembourg,

A COMPARU:

Orion IV European 13 S.à r.l., une société à responsabilité limitée constituée et existant selon les lois du Grand-Duché de Luxembourg, immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 185244, ayant son siège social au 11/13, boulevard de la Foire, L-1528 Luxembourg (l'«Associé Unique»),

ici représentée par Maître Juliette Feitler, avocat à la Cour, résidant professionnellement à Luxembourg,

en vertu d'une procuration sous seing privé donnée le 11 septembre 2014.

Ladite procuration, paraphée ne varietur par le mandataire de la comparante et par le notaire, restera annexée au présent acte pour être soumise avec lui aux formalités d'enregistrement.

La comparante est l'associé unique de Orion IV European 17 S.à r.l. (ci-après la "Société"), une société à responsabilité limitée, ayant son siège social au 11/13, boulevard de la Foire, L-1528 Luxembourg, immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 185.254, constituée suivant un acte notarié en date du 25 février 2014, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations numéro 1275 le 19 mai 2014. Les statuts de la Société n'ont pas été modifiés depuis.

La comparante représentant l'intégralité du capital social de la Société a requis le notaire soussigné de prendre acte que l'ordre du jour de l'assemblée est le suivant:

Ordre du jour

1. Augmentation du capital social de la Société d'un montant de dix-huit mille six cents livres sterling (GBP 18.600,-) pour le porter de son montant actuel de quinze mille livres sterling (GBP 15.000,-) à trente-trois mille six cents livres sterling (GBP 33.600,-) par l'émission de dix-huit mille six cents (18.600) parts sociales, d'une valeur nominale d'une livre sterling (GBP 1,-) chacune, par le biais d'un apport en numéraire.

2. Modification subséquente de l'article 5 paragraphe 1 des statuts de la Société;

3. Divers.

Après avoir dûment examiné chaque point figurant à l'ordre du jour, l'Associé Unique adopte, et requiert le notaire instrumentant d'acter les résolutions suivantes:

Première résolution

L'Associé Unique décide d'augmenter le capital social de la Société d'un montant de dix-huit mille six cents livres sterling (GBP 18.600,-) pour le porter de son montant actuel de quinze mille livres sterling (GBP 15.000,-) à trente-trois mille six cents livres sterling (GBP 36.600,-) par l'émission de dix-huit mille six cents (18.600) nouvelles parts sociales, d'une valeur nominale d'une livre sterling (GBP 1,-) chacune, par le biais d'un apport en numéraire.

Les dix-huit mille six cents (18.600) nouvelles parts sociales ont été entièrement souscrites par l'Associé Unique, représenté comme indiqué ci-dessus, pour un montant total d'un million huit cent soixante mille livres sterling (GBP 1.860.000,-).

Les parts sociales ainsi souscrites par l'Associé Unique ont été intégralement payées par le biais d'un apport en numéraire d'un montant d'un million huit cent soixante mille livres sterling (GBP 1.860.000,-) lequel montant d'un million huit cent soixante mille livres sterling (GBP 1.860.000,-) est désormais à la disposition de la Société ainsi qu'il l'a été justifié au notaire soussigné.

L'apport global d'un montant d'un million huit cent soixante mille livres sterling (GBP 1.860.000,-) est affecté comme suit:

- dix-huit mille six cents livres sterling (GBP 18.600,-) au capital social de la Société; et
- un million huit cent quarante et un mille quatre cents livres sterling (GBP 1.841.400,-) à la prime d'émission de la Société.

Deuxième résolution

En conséquence de la résolution qui précède, l'Associé Unique décide de modifier l'article 5, paragraphe 1 des statuts de la Société qui aura désormais la teneur suivante:

« **Art. 5. Capital.** Le capital émis de la Société est fixé à trente-trois mille six cents livres sterling (GBP 33.600,-) divisé en trente-trois mille six cents (33.600) parts sociales, ayant une valeur nominale d'une livre sterling (GBP 1,-) chacune (les «Parts Sociales»).»

Frais et Dépenses

Le montant des frais, dépenses, honoraires et charges de toute nature qui incombe à la Société en raison de cet acte est évalué à environ deux mille huit cents euros (EUR 2.800,-).

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, à la date figurant en tête des présentes.

Le notaire soussigné, qui comprend et parle l'anglais, déclare qu'à la demande du mandataire de la comparante, le présent acte est rédigé en langue anglaise suivi d'une traduction en français; et qu'à la demande du même mandataire et en cas de divergence entre le texte anglais et le texte français, le texte anglais fait foi.

L'acte ayant été lu au mandataire de la comparante connu du notaire instrumentant par ses nom, prénom et résidence, ledit mandataire a signé avec le notaire le présent acte.

Signé: J. Feitler, M. Loesch.

Enregistré à Remich, le 17 septembre 2014. REM/2014/2026. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): P. MOLLING.

Pour expédition conforme,

Mondorf-les-Bains, le 17 octobre 2014.

Référence de publication: 2014161761/130.

(140184095) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 octobre 2014.

ComStage, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-2540 Luxembourg, 25, rue Edward Steichen.

R.C.S. Luxembourg B 140.772.

Auszug aus dem Protokoll der ordentlichen Hauptversammlung der Anteilhaber der Gesellschaft abgehalten am 14. Oktober 2014 um 11:00 Uhr MEZ am Sitz der Gesellschaft

Fünfter Beschluss

Die Ordentliche Hauptversammlung BESCHLIESST, PricewaterhouseCoopers Société coopérative, 400, route d'Esch, L-1014 Luxembourg, Großherzogtum Luxemburg, bis zum Ende der nächsten Ordentlichen Hauptversammlung der Anteilhaber, die über den Jahresbericht des am 30. Juni 2015 ablaufenden Geschäftsjahres berät, als Wirtschaftsprüfer der Gesellschaft, wiederzuerkennen.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxemburg, den 20.10.2014.

Für die Richtigkeit

ComStage SICAV

Mathias Turra / Dietmar Kusch

Référence de publication: 2014163089/19.

(140186124) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 octobre 2014.

Finasa Société Financière, Société Anonyme.

Capital social: EUR 12.314.000,00.

Siège social: L-2530 Luxembourg, 10A, rue Henri M. Schnadt.

R.C.S. Luxembourg B 46.440.

L'an deux mille quatorze, le huit octobre

Par-devant Nous, Maître Moutrier, notaire de résidence à Esch-Sur-Alzette, Grand-Duché de Luxembourg,

A comparu:

La société anonyme dénommée «HON M YAU S.A.», une société anonyme organisée selon les lois panaméennes, avec son siège social à Edificio Capital Plaza, piso 15, Paseo Roberto Motta, Costa del Este, Panama, République de Panama et immatriculée au Registre des Sociétés du Panama sous le numéro 758777 DOC. 2112385 DESDE EL (l'Actionnaire Unique).

Ici représentée par:

Madame NINEL SUSANA DE-FAVERI-SENMACHE, agissant en vertu d'une procuration générale lui délivrée en date du 26 janvier 2013, dont une copie, après avoir été signée «ne varietur» par le mandataire et le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte pour être soumise avec lui aux formalités de l'enregistrement.

Laquelle comparante déclare être l'actionnaire unique de la société anonyme «FINASA SOCIETE FINANCIERE», société anonyme organisée selon les lois du Grand-Duché de Luxembourg, avec siège social au 10A rue Henri M. Schnadt, L-2530 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 46.440, ayant un capital social de cinq cent vingt mille Euros (EUR 520.000.-) (la Société). La Société a été constituée le 19 Janvier 1994 suivant un acte de Maître Reginald NEUMAN, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, et publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations numéro 153 page 7298, en date du 20 avril 1994. Les statuts ont été modifiés suivant un acte de Maître Reginald NEUMAN, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg en date du 21 mars 1994, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations numéro 283 page 13566, en date du 25 juillet 1994.

L'Actionnaire Unique a requis le notaire soussigné d'acter ce qui suit:

I. Que l'Actionnaire Unique détient toutes les actions du capital social de la Société;

II. Que l'ordre du jour de l'Assemblée est le suivant:

1. Renonciation à un avis de convocation;

2. Changement de la composition du capital social de la Société;

3. Augmentation du capital social de la Société d'un montant de onze millions sept cent quatre-vingt-quatorze mille Euros (EUR 11.794.000.-) dans le but de porter le capital social de la Société de son montant actuel de cinq cent vingt mille Euros (EUR 520.000.-), représenté par cent quatre mille (104.000) actions ayant une valeur nominale de cinq Euros (EUR 5.-) par action à un montant de douze millions trois cent quatorze mille Euros (EUR 12.314.000.-), par la création et l'émission de deux millions trois cent cinquante-huit mille huit cents (2.358.800) nouvelles actions de la Société ayant une valeur nominale de cinq Euros (EUR 5.-) par action;

4. Souscription à et libération de l'augmentation du capital social telle que décrite au point 3. ci-dessus par voie d'apport en nature;

5. Création de classes d'actions alphabétiques et reclassement de toutes les actions émises dans le capital social de la Société (le Reclassement);

6. Refonte complète des statuts de la Société (les Statuts);

7. Détermination des administrateurs de catégorie A et de catégorie B;

8. Modification du registre des actionnaires de la Société afin de refléter les changements ci-dessus, avec pouvoir et autorité donnés à tout administrateur de la Société (chacun un Représentant Autorisé), chacun individuellement, agissant selon leur seule signature, avec pouvoir de substitution total, pour procéder pour le compte de la Société à l'inscription des actions nouvellement émises et du Reclassement subséquent dans le registre des actionnaires de la Société; et

9. Divers.

III. Que l'Actionnaire Unique a pris les résolutions suivantes:

Première résolution

L'Actionnaire Unique décide de renoncer à un avis de convocation.

Deuxième résolution

L'Actionnaire Unique décide de changer la valeur nominale de chacune des actions de la Société de mille Euros (EUR 1.000.-) à cinq Euros (EUR 5.-) et de remplacer les cinq vingt (520) actions existantes ayant une valeur nominale de mille Euros par action par cent quatre mille (104.000) actions ayant une valeur nominale de cinq Euros (EUR 5.-) par action.

163122

Troisième résolution

L'Actionnaire Unique décide d'augmenter le capital social de la Société d'un montant de onze millions sept cent quatre-vingt-quatorze mille Euros (EUR 11.794.000.-) dans le but de porter le capital social de la Société de son montant actuel de cinq cent vingt mille Euros (EUR 520.000.-), représenté par cent quatre mille (104.000) actions ayant une valeur nominale de cinq Euros (EUR 5.-) par action à un montant de douze millions trois cent quatorze mille Euros (EUR 12.314.000.-), par la création et l'émission de deux millions trois cent cinquante-huit mille huit cents (2.358.800) nouvelles actions de la Société ayant une valeur nominale de cinq Euros (EUR 5.-) par action.

Quatrième résolution

L'Actionnaire Unique décide d'accepter et d'enregistrer la souscription suivante ainsi que la libération intégrale de l'augmentation du capital social comme suit:

Souscription - Libération

L'Actionnaire Unique, prénommé, déclare qu'il souscrit à deux millions trois cent cinquante-huit mille huit cents (2.358.800) nouvelles actions et libère entièrement lesdites actions par un apport en nature consistant à la quasi-totalité du compte courant actionnaire qu'il détient à l'encontre de la Société pour un montant onze millions sept cent quatre-vingt-quatorze mille Euros (EUR 11.794.000.-).

Ledit apport en nature ayant été évalué à un montant de onze millions sept cent quatre-vingt-quatorze mille Euros (EUR 11.794.000.-) tel qu'il résulte d'un rapport (le Rapport) établi par AUDITEUR & ASSOCIÉS, Cabinet de révision agréé, 32, Boulevard Joseph II, L-1840 Luxembourg, en date du 8 octobre 2014, qui conclut comme suit:

«Conclusion

Sur base de nos diligences, aucun fait n'a été porté à notre attention qui nous laisse penser que la valeur globale des apports ne correspond pas au moins au nombre et à la valeur nominale des actions à émettre en contrepartie.»

Le Rapport, après avoir été signé ne varietur par le mandataire et le notaire soussigné, restera attaché à la présente pour être soumis aux formalités de l'enregistrement.

Cinquième résolution

L'Actionnaire Unique décide de créer les classes d'actions alphabétiques suivantes, et de procéder au Reclassement comme suit:

- Deux cent quarante-six mille deux cent quatre-vingts (246.280) actions reclassées en deux cent quarante-six mille deux cent quatre-vingts (246.280) actions de classe A;

- Deux cent quarante-six mille deux cent quatre-vingts (246.280) actions reclassées en deux cent quarante-six mille deux cent quatre-vingts (246.280) actions de classe B;

- Deux cent quarante-six mille deux cent quatre-vingts (246.280) actions reclassées en deux cent quarante-six mille deux cent quatre-vingts (246.280) actions de classe C;

- Deux cent quarante-six mille deux cent quatre-vingts (246.280) actions reclassées en deux cent quarante-six mille deux cent quatre-vingts (246.280) actions de classe D;

- Deux cent quarante-six mille deux cent quatre-vingts (246.280) actions reclassées en deux cent quarante-six mille deux cent quatre-vingts (246.280) actions de classe E;

- Deux cent quarante-six mille deux cent quatre-vingts (246.280) actions reclassées en deux cent quarante-six mille deux cent quatre-vingts (246.280) actions de classe F;

- Deux cent quarante-six mille deux cent quatre-vingts (246.280) actions reclassées en deux cent quarante-six mille deux cent quatre-vingts (246.280) actions de classe G;

- Deux cent quarante-six mille deux cent quatre-vingts (246.280) actions reclassées en deux cent quarante-six mille deux cent quatre-vingts (246.280) actions de classe H;

- Deux cent quarante-six mille deux cent quatre-vingts (246.280) actions reclassées en deux cent quarante-six mille deux cent quatre-vingts (246.280) actions de classe I;

- Deux cent quarante-six mille deux cent quatre-vingts (246.280) actions reclassées en deux cent quarante-six mille deux cent quatre-vingts (246.280) actions de classe J;

ayant une valeur nominale de cinq Euros (EUR 5.-) par action.

En conséquence du Reclassement, les actions de la Société seront donc détenues comme suit:

Nom de l'Actionnaire Unique	Nombre et classes d'actions détenues
HON M YAU S.A.	Deux cent quarante-six mille deux cent quatre-vingts (246.280) actions de classe A; Deux cent quarante-six mille deux cent quatre-vingts (246.280) actions de classe B; Deux cent quarante-six mille deux cent quatre-vingts (246.280) actions de classe C; Deux cent quarante-six mille deux cent quatre-vingts (246.280) actions de classe D; Deux cent quarante-six mille deux cent quatre-vingts (246.280) actions de classe E; Deux cent quarante-six mille deux cent quatre-vingts (246.280) actions de classe F; Deux cent quarante-six mille deux cent quatre-vingts (246.280) actions de classe G; Deux cent quarante-six mille deux cent quatre-vingts (246.280) actions de classe H; Deux cent quarante-six mille deux cent quatre-vingts (246.280) actions de classe I; Deux cent quarante-six mille deux cent quatre-vingts (246.280) actions de classe J.

Sixième résolution

L'Actionnaire Unique décide de procéder à une refonte complète des Statuts pour leur donner dorénavant la teneur suivante:

I. Dénomination - Siège social - Objet social - Durée

« **Art. 1^{er}. Dénomination.** Il existe une société anonyme sous la dénomination "FINASA SOCIETE FINANCIERE" (la Société). La Société est régie par les lois du Grand-Duché de Luxembourg, et en particulier par la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée (la Loi), ainsi que par les présents statuts (les Statuts).

Art. 2. Siège social.

2.1. Le siège social de la Société est établi à Luxembourg-Ville, Grand-Duché de Luxembourg. Il peut être transféré dans la commune par décision du conseil d'administration (le Conseil). Le siège social peut être transféré en tout autre endroit du Grand-Duché de Luxembourg par une résolution de l'assemblée générale des actionnaires (l'Assemblée Générale), selon les modalités requises pour la modification des Statuts.

2.2. Il peut être créé des succursales, filiales ou autres bureaux tant au Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger par décision du Conseil. Lorsque le Conseil estime que des développements ou événements extraordinaires d'ordre politique ou militaire se sont produits ou sont imminents, et que ces développements ou événements sont de nature à compromettre les activités normales de la Société à son siège social, ou la communication aisée entre le siège social et l'étranger, le siège social peut être transféré provisoirement à l'étranger, jusqu'à cessation complète de ces circonstances. Ces mesures provisoires n'ont aucun effet sur la nationalité de la Société qui, nonobstant le transfert provisoire de son siège social, reste une société luxembourgeoise.

Art. 3. Objet social.

3.1. L'objet de la Société est la prise de participations et d'intérêts tant au Luxembourg qu'à l'étranger, dans toutes sociétés ou entreprises sous quelque forme que ce soit, et la gestion de ces participations et de ces intérêts. La Société peut notamment acquérir par souscription, achat et échange ou de toute autre manière tous titres, actions et autres valeurs de participation, obligations, créances, certificats de dépôt, prêts et autres instruments de dette, et plus généralement, toutes valeurs et instruments financiers émis par toute entité publique ou privée. Elle peut participer à la création, au développement, à la gestion et au contrôle de toute société ou entreprise. Elle peut en outre investir dans l'acquisition et la gestion d'un portefeuille de brevets ou d'autres droits de propriété intellectuelle de quelque nature ou origine que ce soit.

3.2. La Société peut emprunter sous quelque forme que ce soit. Elle peut procéder à l'émission de billets à ordre, d'obligations et de titres et instruments de toute autre nature. La Société peut prêter des fonds, y compris notamment, les revenus de tous emprunts, à ses filiales, sociétés affiliées ainsi qu'à toutes autres sociétés. La Société peut également consentir des garanties et nantir, céder, grever de charges ou autrement créer et accorder des sûretés sur toute ou partie de ses actifs afin de garantir ses propres obligations et celles de toute autre société et, de manière générale, en sa faveur et en faveur de toute autre société ou personne. En tout état de cause, la Société ne peut effectuer aucune activité réglementée du secteur financier sans avoir obtenu l'autorisation requise.

3.3. La Société peut employer toutes les techniques et instruments nécessaires à une gestion efficace de ses investissements et à sa protection contre les risques de crédit, les fluctuations monétaires, les fluctuations de taux d'intérêt et autres risques.

3.4. La Société peut effectuer toutes les opérations commerciales, financières ou industrielles et toutes les transactions concernant des biens immobiliers ou mobiliers qui, directement ou indirectement, favorisent ou se rapportent à son objet social.

Art. 4. Durée.

4.1. La Société est constituée pour une durée indéterminée.

4.2. La Société n'est pas dissoute en raison de la mort, de la suspension des droits civils, de l'incapacité, de l'insolvabilité, de la faillite ou de tout autre événement similaire affectant un ou plusieurs actionnaires.

II. Capital - Actions

Art. 5. Capital.

5.1. Le capital social est fixé à douze millions trois cent quatorze mille Euros (EUR 12.314.000.-), représenté par deux millions quatre cent soixante-deux mille huit cents (2.462.800) actions sous forme nominative ayant une valeur nominale de cinq Euros (EUR 5.-), chacune et divisé en:

- Deux cent quarante-six mille deux cent quatre-vingts (246.280) actions de classe A (les Actions de Classe A), toutes soussignées et libérées;
- Deux cent quarante-six mille deux cent quatre-vingts (246.280) actions de classe B (les Actions de Classe B), toutes soussignées et libérées;
- Deux cent quarante-six mille deux cent quatre-vingts (246.280) actions de classe C (les Actions de Classe C), toutes soussignées et libérées;
- Deux cent quarante-six mille deux cent quatre-vingts (246.280) actions de classe D (les Actions de Classe D), toutes soussignées et libérées;
- Deux cent quarante-six mille deux cent quatre-vingts (246.280) actions de classe E (les Actions de Classe E), toutes soussignées et libérées;
- Deux cent quarante-six mille deux cent quatre-vingts (246.280) actions de classe F (les Actions de Classe F), toutes soussignées et libérées;
- Deux cent quarante-six mille deux cent quatre-vingts (246.280) actions de classe G (les Actions de Classe G), toutes soussignées et libérées;
- Deux cent quarante-six mille deux cent quatre-vingts (246.280) actions de classe H (les Actions de Classe H), toutes soussignées et libérées;
- Deux cent quarante-six mille deux cent quatre-vingts (246.280) actions de classe I (les Actions de Classe I), toutes soussignées et libérées;
- Deux cent quarante-six mille deux cent quatre-vingts (246.280) actions de classe J (les Actions de Classe J), toutes soussignées et libérées;

Les droits et obligations rattachés aux actions doivent être identiques sauf s'il en est autrement prévu par les Statuts ou par la Loi.

5.2. Le capital social peut être augmenté ou réduit à une ou plusieurs reprises par une résolution de l'Assemblée Générale, adoptée selon les modalités requises pour la modification des Statuts.

Art. 6. Actions.

6.1. Les actions sont et resteront sous forme nominative.

6.2. Un registre des actions est tenu au siège social et peut être consulté à la demande de chaque actionnaire.

6.3. Une cession d'action(s) s'opère par la mention sur le registre des actions, d'une déclaration de transfert, valable datée et signée par le cédant et le cessionnaire ou par leurs mandataires et suivant une notification à, ou une acceptation par, la Société, conformément à l'article 1690 du Code Civil. La Société peut également accepter comme preuve du transfert d'actions, d'autres documents établissant l'accord du cédant et du cessionnaire.

6.4. Les actions sont indivisibles et la Société ne reconnaît qu'un (1) seul propriétaire par action.

6.5. Le capital social de la Société peut être réduit par le biais du rachat et de l'annulation d'une ou de plusieurs classes d'actions, sauf les Actions de Classe A qui ne peuvent ni être rachetées ni annulées. Dans l'éventualité de rachats et d'annulations de classes d'actions, de telles annulations et de tels rachats de d'actions doivent être faits dans l'ordre suivant:

- i) Actions de Classe J;
- ii) Actions de Classe I;
- iii) Actions de Classe H;
- iv) Actions de Classe G;
- v) Actions de Classe F;
- vi) Actions de Classe E;
- vii) Actions de Classe D;
- viii) Actions de Classe C; et
- ix) Actions de Classe B.

6.6. La Société peut racheter ses propres actions dans les limites prévues par la Loi.

6.7. Dans le cas d'une réduction de capital social par le biais du rachat et de l'annulation d'une classe d'actions (dans l'ordre établi ci-dessus), cette classe d'actions donne à son (ses) détenteur(s) (au prorata de son avoir dans cette classe d'actions) droit à la partie du Montant Total d'Annulation qui a été déterminée par le Conseil ou le cas échéant par l'administrateur unique et approuvé par l'Assemblée Générale, et les détenteurs des actions rachetée et annulée recevront de la Société un montant égal à la Valeur d'Annulation Par Action pour chaque action détenue par eux et annulée.

6.8. Pour les besoins du présent article 6, les termes suivants ont la signification qui leur est attribuée ci-dessous:

(i) Montant Disponible désigne le montant total des bénéfices nets de la Société (y compris les bénéfices reportés) attribuable à la classe d'actions rachetée et annulée conformément à l'article 14.3 des Statuts, augmenté par (i) toutes les réserves librement distribuables et (ii) le cas échéant par le montant de la réduction du capital social et la réduction de la réserve légale relatives à la classe d'actions à racheter/annuler mais déduction faite de (i) toutes les pertes (y compris les pertes reportées), et (ii) de toutes les sommes devant être placées en réserve(s) conformément aux exigences de la Loi ou des Statuts, à chaque fois de la manière indiquée dans les Comptes Intérimaires (sans, pour éviter tout doute, aucun double comptage) de sorte que:

$$MD = (BN + R + RC) - (P + RL)$$

Etant entendu que:

MD = Montant Disponible

BN = Bénéfices net (y compris les bénéfices reportés)

R = Toutes les réserves librement distribuables

RC = Le montant comprenant la réduction du capital social et la réduction de la réserve légale relatives à la classe d'actions à racheter/annuler

P = Pertes (y compris les pertes reportées)

RL = Toutes les sommes devant être placées en réserve(s) conformément aux exigences de la Loi ou des Statuts.

(ii) Comptes Intérimaires désigne les comptes intérimaires de la Société à la Date d'Arrêté des Comptes Intérimaires concernée;

(iii) Date d'Arrêté des Comptes Intérimaires signifie une date qui tombe au moins huit (8) jours avant la date de rachat et d'annulation de la classe d'actions concernée;

(iv) la Valeur d'Annulation Par Action sera calculée en divisant le Montant Total d'Annulation devant être appliqué à la classe d'actions devant être rachetée/annulée par le nombre d'actions émises dans cette classe d'actions; et

(v) Montant Total d'Annulation désigne le montant déterminé par le Conseil ou le cas échéant par l'administrateur unique, décidé et approuvé par l'Assemblée Générale sur la base des Comptes Intérimaires. Le Montant Total d'Annulation sera la totalité du Montant Disponible au moment de l'annulation de la classe d'actions concernée sauf décision contraire de l'Assemblée Générale de la manière prévue pour une modification des Statuts, à condition toutefois que le Montant Total d'Annulation ne soit jamais supérieur à ce Montant Disponible.

III. Gestion - Représentation

Art. 7. Conseil d'administration.

7.1. Composition du conseil d'administration

(i) La Société est gérée par un conseil d'administration (le Conseil) composé d'au moins trois (3) membres qui ne sont pas nécessairement actionnaires.

(ii) Le Conseil est composé d'administrateurs de catégorie A et de catégorie B.

(iii) L'Assemblée Générale nomme le(s) administrateur(s) et fixe leur nombre, leur rémunération ainsi que la durée de leur mandat. Les administrateurs ne peuvent être nommés pour plus de six (6) ans et sont rééligibles.

(iv) Les administrateurs sont révocables à tout moment (avec ou sans raison) par une décision de l'Assemblée Générale.

(v) Lorsqu'une personne morale est nommée administrateur, celle-ci est tenue de désigner un représentant permanent qui représente ladite personne morale dans sa mission d'administrateur. Ce représentant permanent est soumis aux mêmes règles et encourt les mêmes responsabilités que s'il avait exercé ses fonctions en son nom et pour son propre compte, sans préjudice de la responsabilité solidaire de la personne morale qu'il représente.

(vi) Si le représentant permanent se trouve dans l'incapacité d'exercer sa mission, la personne morale doit nommer immédiatement un autre représentant permanent.

(vii) En cas de vacance d'un poste d'administrateur, la majorité des administrateurs restants peut y pourvoir provisoirement jusqu'à la nomination définitive, qui a lieu lors de la prochaine Assemblée Générale.

7.2. Pouvoirs du conseil d'administration

(i) Tous les pouvoirs non expressément réservés par la Loi ou les Statuts à ou aux actionnaires sont de la compétence du Conseil, qui a tous les pouvoirs pour effectuer et approuver tous les actes et opérations conformes à l'objet social.

(ii) Des pouvoirs spéciaux et limités peuvent être délégués par le Conseil à un ou plusieurs agents pour des tâches spécifiques.

(iii) Le Conseil peut déléguer la gestion journalière et le pouvoir de représenter la Société en ce qui concerne cette gestion, à un ou plusieurs administrateurs, directeurs, gérants ou autres agents, actionnaires ou non, agissant seuls ou conjointement. Si la gestion journalière est déléguée à un ou plusieurs administrateurs, le Conseil doit rendre compte à l'Assemblée Générale annuelle, de tous traitements, émoluments et/ou avantages quelconques, alloués à ce(s) administrateur(s) pendant l'exercice social en cause.

7.3. Procédure

(i) Le Conseil doit élire en son sein un président et peut désigner un secrétaire, qui n'a pas besoin d'être administrateur, et qui est responsable de la tenue des procès-verbaux de réunions du Conseil et de l'Assemblée Générale.

(ii) Le Conseil se réunit sur convocation du président ou d'au moins deux (2) administrateurs au lieu indiqué dans l'avis de convocation qui est au Luxembourg.

(iii) Il est donné à tous les administrateurs une convocation écrite de toute réunion du Conseil au moins vingt-quatre (24) heures à l'avance, sauf en cas d'urgence, auquel cas la nature et les circonstances de cette urgence sont mentionnées dans la convocation à la réunion.

(iv) Aucune convocation n'est requise si tous les membres du Conseil sont présents ou représentés et s'ils déclarent avoir parfaitement eu connaissance de l'ordre du jour de la réunion. Un administrateur peut également renoncer à la convocation à une réunion, que ce soit avant ou après ladite réunion. Des convocations écrites séparées ne sont pas exigées pour des réunions se tenant à des heures et dans des lieux fixés dans un calendrier préalablement adopté par le Conseil.

(v) Un administrateur peut donner une procuration à tout autre administrateur afin de le représenter à toute réunion du Conseil.

(vi) Le Conseil ne peut délibérer et agir valablement que si la majorité de ses membres sont présents ou représentés. Les décisions du Conseil sont valablement adoptées à la majorité des voix des administrateurs présents ou représentés. La voix du président est prépondérante en cas de partage des voix. Les décisions du Conseil sont consignées dans des procès-verbaux signés par le président ou par tous les administrateurs présents ou représentés à la réunion ou par le secrétaire (s'il en existe un).

(vii) Tout administrateur peut participer à toute réunion du Conseil par téléphone ou visioconférence initiés depuis Luxembourg ou par tout autre moyen de communication permettant à l'ensemble des personnes participant à la réunion de s'identifier, de s'entendre et de se parler. La participation par un de ces moyens équivaut à une participation en personne à une réunion valablement convoquée et tenue.

(viii) Des résolutions circulaires signées par tous les administrateurs sont valables et engagent la Société comme si elles avaient été adoptées lors d'une réunion du Conseil valablement convoquée et tenue et portent la date de la dernière signature.

(ix) Tout administrateur qui a un intérêt opposé à celui de la Société dans une transaction qui ne concerne pas des opérations courantes conclues dans des conditions normales, est tenu d'en prévenir le Conseil et de faire mentionner cette déclaration au procès-verbal de la réunion. L'administrateur en cause ne peut prendre part à ces délibérations. Un rapport spécial relatif à ou aux transactions concernées est soumis aux actionnaires avant tout vote, lors de la prochaine Assemblée Générale.

7.4. Représentation

(i) La Société est engagée vis-à-vis des tiers en toutes circonstances par les signatures conjointes d'un administrateur de catégorie A et d'un administrateur de catégorie B.

(ii) La Société est également engagée vis-à-vis des tiers par la signature de toutes personnes à qui des pouvoirs spéciaux ont été délégués.

Art. 8. Administrateur unique.

8.1. Dans le cas où le nombre des actionnaires est réduit à un (1), la Société peut être gérée par un administrateur unique jusqu'à l'Assemblée Générale ordinaire suivant l'introduction d'un actionnaire supplémentaire. Dans ce cas, toute référence dans les Statuts au Conseil ou aux administrateurs doit être considérée, le cas échéant, comme une référence à cet administrateur unique.

8.2. Les transactions conclues par la Société peuvent être mentionnées dans des procès-verbaux et, sauf si elles concernent des opérations courantes conclues dans des conditions normales, doivent être ainsi mentionnées si elles sont intervenues avec son administrateur unique ayant un intérêt opposé.

8.3. La Société est engagée vis-à-vis des tiers par la signature d'un administrateur unique ou par la signature conjointe ou unique toute personne à qui des pouvoirs de signature spéciaux ont été délégués par l'administrateur unique.

Art. 9. Responsabilité des administrateurs.

9.1. Les administrateurs ne contractent, à raison de leur fonction, aucune obligation personnelle concernant les engagements régulièrement pris par eux au nom de la Société, dans la mesure où ces engagements sont conformes aux Statuts et à la Loi.

IV. Actionnaire(s)

Art. 10. Assemblée générale des actionnaires.

10.1. Pouvoirs et droits de vote.

(i) Les résolutions des actionnaires sont adoptées lors des assemblées générales des actionnaires (l'Assemblée Générale). L'Assemblée Générale a les pouvoirs les plus étendus pour adopter et ratifier tous les actes et opérations conformes à l'objet social.

(ii) Chaque action donne droit à un (1) vote.

10.2. Convocations, quorum, majorité et procédure de vote

- (i) Les Assemblées Générales se tiennent au lieu et heure précisés dans les convocations.
- (ii) Si tous les actionnaires sont présents ou représentés et se considèrent comme ayant été valablement convoqués et informés de l'ordre du jour de l'assemblée, l'Assemblée Générale peut se tenir sans convocation préalable.
- (iii) Un actionnaire peut donner une procuration écrite à toute autre personne (qui ne doit pas être un actionnaire) afin de le représenter à toute Assemblée Générale.
- (iv) Tout actionnaire peut participer à toute Assemblée Générale par téléphone ou visioconférence initié depuis Luxembourg ou par tout autre moyen de communication similaire permettant à l'ensemble des personnes participant à la réunion de s'identifier, de s'entendre et de se parler. La participation à la réunion par un de ces moyens équivaut à une participation en personne à une telle réunion.
- (v) Les décisions de l'Assemblée Générale sont adoptées à la majorité simple des voix exprimées, quelle que soit la proportion du capital social représenté.
- (vi) L'Assemblée Générale extraordinaire ne peut modifier les Statuts que si la moitié au moins du capital social est représenté et que l'ordre du jour indique les modifications statutaires proposées ainsi que le texte de celles qui modifient l'objet social ou la forme de la Société. Si ce quorum n'est pas atteint, une deuxième Assemblée Générale peut être convoquée par annonces insérées deux fois, à quinze (15) jours d'intervalle au moins et quinze (15) jours avant l'Assemblée, dans le Mémorial et dans deux journaux de Luxembourg. Ces convocations reproduisent l'ordre du jour de la réunion et indiquent la date et les résultats de la précédente réunion. La seconde Assemblée Générale délibère valablement quelle que soit la proportion du capital représenté. Dans les deux Assemblées Générales, les résolutions doivent être adoptées par au moins les deux tiers des voix exprimées.
- (vii) Tout changement de nationalité de la Société ainsi que toute augmentation de l'engagement d'un actionnaire dans la Société exige le consentement unanime des actionnaires et des obligataires (s'il y a lieu).

Art. 11. Actionnaire unique.

- 11.1. Lorsque le nombre des actionnaires est réduit à un (1), l'actionnaire unique exerce tous les pouvoirs conférés par la Loi à l'Assemblée Générale.
- 11.2. Toute référence dans les Statuts à l'Assemblée Générale doit être considérée, le cas échéant, comme une référence à cet actionnaire unique.
- 11.3. Les résolutions de l'actionnaire unique sont consignées dans des procès-verbaux.

V. Comptes annuels - Affectation des bénéfices - Contrôle

Art. 12. Exercice social et approbation des comptes annuels.

- 12.1. L'exercice social commence le premier (1) janvier et se termine le trente-et-un décembre (31) de chaque année.
- 12.2. Chaque année, le Conseil dresse le bilan et le compte de profits et pertes ainsi qu'un inventaire indiquant la valeur des actifs et passifs de la Société, avec une annexe résumant les engagements de la Société ainsi que les dettes des directeurs, administrateurs et commissaire(s) envers la Société.
- 12.3. Un mois avant l'Assemblée Générale annuelle, le Conseil remet les pièces, avec un rapport sur les opérations de la Société aux commissaires, qui doivent ensuite faire un rapport contenant leurs propositions.
- 12.4. L'Assemblée Générale annuelle se tient à l'adresse du siège social ou en tout autre lieu dans la municipalité du siège social, comme indiqué dans la convocation, le deuxième lundi du mois de juin de chaque année à 11 heures. Si ce jour n'est pas un jour ouvré à Luxembourg, l'Assemblée Générale annuelle se tient le jour ouvré suivant.
- 12.5. L'Assemblée Générale annuelle peut se tenir à l'étranger si, selon l'avis absolu et définitif du Conseil, des circonstances exceptionnelles le requièrent.

Art. 13. Commissaires / Réviseurs d'entreprises.

- 13.1. Les opérations de la Société sont contrôlées par un ou plusieurs commissaires.
- 13.2. Les opérations de la Société sont contrôlées par un ou plusieurs réviseurs d'entreprises, quand cela est requis par la loi.
- 13.3. L'Assemblée Générale nomme les commissaires/réviseurs d'entreprises et détermine leur nombre, leur rémunération et la durée de leur mandat, lequel ne peut dépasser six (6) ans. Les commissaires/réviseurs d'entreprises peuvent être réélus.

Art. 14. Affectation des bénéfices.

- 14.1. Cinq pour cent (5 %) des bénéfices nets annuels de la Société sont affectés à la réserve requise par la Loi. Cette affectation cesse d'être exigée quand la réserve légale atteint dix pour cent (10 %) du capital social.
- 14.2. L'Assemblée Générale décide de l'affectation du solde des bénéfices nets annuels. Elle peut allouer ce bénéfice au paiement d'un dividende, l'affecter à un compte de réserve ou le reporter.
- 14.3. Au cours de quelque année que ce soit pendant laquelle la Société décide de procéder à des distributions de dividendes ou à des distributions de dividendes intérimaires, prélevés sur les bénéfices nets et les réserves disponibles

provenant des bénéfices non distribués, le montant affecté à cet effet doit être distribué, sous condition de l'affectation préalable des bénéfices nets à la réserve légale requise par la Loi, dans l'ordre de priorité suivant:

- Tout d'abord, le(s) détenteur(s) des Actions de Classe A auront le droit de recevoir des distributions de dividendes pour l'année en question d'un montant de zéro virgule quarante-cinq pour cent (0,45%) de la valeur nominale des Actions de Classe A détenues par eux, puis;

- le(s) détenteur(s) des Actions de Classe B auront le droit de recevoir des distributions de dividendes pour l'année en question d'un montant de zéro virgule quarante pour cent (0,40%) de la valeur nominale des Actions de Classe B détenues par eux, puis;

- le(s) détenteur(s) des Actions de Classe C auront le droit de recevoir des distributions de dividendes pour l'année en question d'un montant de zéro virgule trente-cinq pour cent (0,35%) de la valeur nominale des Actions de Classe C détenues par eux, puis;

- le(s) détenteur(s) des Actions de Classe D auront le droit de recevoir des distributions de dividendes pour l'année en question d'un montant de zéro virgule trente pour cent (0,30%) de la valeur nominale des Actions de Classe D détenues par eux, puis;

- le(s) détenteur(s) des Actions de Classe E auront le droit de recevoir des distributions de dividendes pour l'année en question d'un montant de zéro virgule vingt-cinq pour cent (0,25%) de la valeur nominale des Actions de Classe E détenues par eux, puis;

- le(s) détenteur(s) des Actions de Classe F auront le droit de recevoir des distributions de dividendes pour l'année en question d'un montant de zéro virgule vingt pour cent (0,20%) de la valeur nominale des Actions de Classe F détenues par eux, puis;

- le(s) détenteur(s) des Actions de Classe G auront le droit de recevoir des distributions de dividendes pour l'année en question d'un montant de zéro virgule quinze pour cent (0,15%) de la valeur nominale des Actions de Classe G détenues par eux, puis;

- le(s) détenteur(s) des Actions de Classe H auront le droit de recevoir des distributions de dividendes pour l'année en question d'un montant de zéro virgule dix pour cent (0,10%) de la valeur nominale des Actions de Classe H détenues par eux, puis;

- le(s) détenteur(s) des Actions de Classe I auront le droit de recevoir des distributions de dividendes pour l'année en question d'un montant de zéro virgule zéro cinq pour cent (0,05%) de la valeur nominale des Actions de Classe I détenues par eux, puis;

- le(s) détenteur(s) des Actions de Classe J auront le droit de recevoir le solde de chaque distribution de dividendes.

Si la toute dernière classe d'actions (par ordre alphabétique par exemple Actions de Classe J) a été annulée suite à son remboursement, rachat, ou autrement au moment de la distribution, le solde de toute distribution de dividendes sera alors attribué à la classe d'actions qui précédait la dernière en remontant dans l'ordre alphabétique inverse (par exemple d'abord les Actions de Classe I).

14.4. Des dividendes intérimaires peuvent être distribués à tout moment, aux conditions suivantes:

- (i) les dividendes intérimaires sont distribués suivant les dispositions de l'article 14.3 ci-dessus; et
- (ii) en conformité avec les conditions prévues par la Loi.

VI. Dissolution - Liquidation

15.1. La Société peut être dissoute à tout moment, par une résolution de l'Assemblée Générale, adoptée selon les modalités requises pour la modification des Statuts. L'Assemblée Générale nomme un ou plusieurs liquidateurs, qui n'ont pas besoin d'être actionnaires, pour réaliser la liquidation et détermine leur nombre, pouvoirs et rémunération. Sauf décision contraire de l'Assemblée Générale, les liquidateurs sont investis des pouvoirs les plus étendus pour réaliser les actifs et payer les dettes de la Société.

15.2. Le boni de liquidation résultant de la réalisation des actifs et du paiement des dettes est distribué aux actionnaires conformément aux dispositions de l'article 14.3. ci-dessus.

VII. Dispositions générales

16.1. Les convocations et communications, respectivement les renoncations à celles-ci, sont faites, et les résolutions circulaires sont établies par écrit, télégramme, télécopie, e-mail ou tout autre moyen de communication électronique.

16.2. Les procurations sont données par tout moyen mentionné ci-dessus. Les procurations relatives aux réunions du Conseil peuvent également être données par un administrateur conformément aux conditions acceptées par le Conseil.

16.3. Les signatures peuvent être sous forme manuscrite ou électronique, à condition que les signatures électroniques remplissent l'ensemble des conditions légales requises pour pouvoir être assimilées à des signatures manuscrites. Les signatures des résolutions circulaires peuvent être apposées sur un original ou sur plusieurs copies du même document, qui ensemble, constituent un seul et unique document.

16.4. Pour tous les points non expressément prévus par les Statuts, il est fait référence à la loi et, sous réserve des dispositions légale d'ordre public, à tout accord conclu de temps à autre entre les actionnaires.

Septième résolution

L'Actionnaire Unique décide:

- d'attribuer la catégorie A jusqu'à l'Assemblée Générale 2014, à Madame Ninel DE-FAVERI-SENMACHE, née le 15 août 1967 à Mairengo (Suisse), demeurant professionnellement au 1, Place Saint-Gervais, CH-1201 Genève, administrateur actuellement en fonction;
- d'attribuer la catégorie B jusqu'à l'Assemblée Générale 2014, à Madame Ludivine ROCKENS, née le 13 décembre 1975 à Messancy (Belgique), demeurant professionnellement au 10A, rue Henri M. Schnadt L-2530 Luxembourg, administrateur actuellement en fonction; et
- d'attribuer la catégorie B jusqu'à l'Assemblée Générale 2014, à Madame Sylviane COURTOIS, née le 24 novembre 1968 à Arlon (Belgique), demeurant professionnellement au 10A, rue Henri M. Schnadt L-2530 Luxembourg, administrateur actuellement en fonction.

Huitième résolution

L'Actionnaire Unique décide de modifier le registre des actionnaires de la Société afin de refléter les modifications ci-dessus et donne pouvoir et autorité à tout Représentant Autorisé, chacun agissant individuellement, selon sa seule signature, avec tout pouvoir de substitution, pour procéder pour le compte de la Société à l'inscription des actions nouvellement émises et la refonte des Statuts dans le registre des actionnaires de la Société.

Estimation des frais

Le montant des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge en raison du présent acte, sont estimés approximativement à la somme de cinq mille cinq cent euros.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, tous connus du notaire instrumentaire par noms, prénoms, états et demeures, ceux-ci ont signé avec le notaire le présent procès-verbal.

Signé: DE-FAVERI-SENMACHE, MOUTRIER.

Enregistré à Esch/Alzette Actes Civils, le 09/10/2014. Relation: EAC/2014/13660. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): HALSDORF.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à des fins administratives.

Esch-sur-Alzette, le 13/10/2014.

Référence de publication: 2014159709/469.

(140181194) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 octobre 2014.

Moto-ID S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 171.868.

In the year two thousand fourteen, on the tenth day of September,
before Us, Maître Marc Loesch, notary residing in Mondorf-les-Bains, Grand Duchy of Luxembourg,

was held

an extraordinary general meeting (the Meeting) of the shareholders of MOTO-ID S.A., a public limited liability company (société anonyme) incorporated under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, with registered office at 6, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies (R.C.S. Luxembourg) under number B 171.868 (the Company).

The Company has been incorporated on September 18, 2012 pursuant to a notarial deed, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations on November 2, 2012 number 2685. The articles of association of the Company have been amended for the last time on September 10, 2014 pursuant to a deed of the undersigned notary, not yet published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

The Meeting is opened at 10.33 a.m. and chaired by Mr Chris Oberhag, residing professionally in Mondorf-les-Bains.

The Chairman appoints Ms Karola Böhm, residing professionally in Mondorf-les-Bains, as Secretary and Scrutineer of the Meeting (the Chairman, the Secretary and the Scrutineer being collectively referred to hereafter as the Bureau of the Meeting).

The shareholders represented at the Meeting and the number of shares they hold are indicated on an attendance list which, after having been signed by the representative of the shareholders and the members of the Bureau, will remain attached to the present minutes to be filed at the same time with the registration authorities.

The proxies from the shareholders represented at the present Meeting, signed by all the parties, will also remain attached to the present minutes to be filed at the same time with the registration authorities.

The Bureau having thus been constituted, the Chairman declares that:

I. It appears from an attendance list established and executed by the members of the Bureau that forty-one thousand one hundred twenty-seven (41,127) shares having a par value of one United States Dollar (USD 1.-) each, representing the entirety of the voting shares of the Company having an issued share capital in an amount of forty-one thousand one hundred twenty-seven United States Dollars (USD 41,127.-), are duly represented at this Meeting which is consequently regularly constituted and may deliberate upon the items on the agenda, hereinafter reproduced.

II. The agenda of the Meeting is the following:

1. Waiver of convening notices.

2. Increase of the share capital of the Company by an amount of eight thousand eight hundred seventy-three United States Dollars (USD 8,873.-) in order to bring the share capital of the Company from its present amount of forty-one thousand one hundred twenty-seven United States Dollars (USD 41,127.-), represented by forty-one thousand one hundred twenty-seven (41,127) shares with a par value of one United States Dollar (USD 1.-) per share to fifty thousand United States Dollars (USD 50,000.-), by way of the issue of eight thousand eight hundred seventy-three (8,873) new shares of the Company having a par value of one United States Dollar (USD 1.-) per share, with such shares having the same rights and obligations as the existing shares.

3. Subscription to and payment of the increase of the share capital as described in item 2. above by way of payment in kind.

4. Subsequent amendment to article 5 of the articles of association of the Company (the Articles) in order to reflect the increase of the share capital of the Company adopted under item 2. above.

5. Amendment to the share certificate(s) of the Company in order to reflect the above changes with power and authority given to any director of the Company (each an Authorized Representative), each individually, to proceed on behalf of the Company with the above amendments in the share certificate(s) issued by the Company.

6. Miscellaneous.

III. After deliberation, the Meeting passes, by unanimous vote, the following resolutions:

First Resolution:

The Meeting acknowledges that the entirety of the corporate share capital being represented at the present Meeting, the shareholders waive the convening notices, considering themselves as duly convened and declaring having perfect knowledge of the agenda which has been communicated to them in advance.

Second Resolution:

The Meeting resolves to increase and hereby increases the share capital of the Company by an amount of eight thousand eight hundred seventy-three United States Dollars (USD 8,873.-) in order to bring the share capital of the Company from its present amount of forty-one thousand one hundred twenty-seven United States Dollars (USD 41,127.-), represented by forty-one thousand one hundred twenty-seven (41,127) shares with a par value of one United States Dollar (USD 1.-) per share to fifty thousand United States Dollars (USD 50,000.-), by way of the issue of eight thousand eight hundred seventy-three (8,873) new shares of the Company having a par value of one United States Dollar (USD 1.-) per share, with such shares having the same rights and obligations as the existing shares.

Third Resolution:

The Meeting resolves to accept and record the following subscription to and full payment of the share capital increase as follows:

Subscription - Payment

SIGNALETIQUE S.A., a public limited liability company (société anonyme) incorporated under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, with registered office at 6, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies (R.C.S. Luxembourg) under number B 172.286, here represented by Mr Chris Oberhag, prenamed,

by virtue of a proxy under private seal given on August 29, 2014, declares that it subscribes to eight thousand eight hundred seventy-three (8,873) new shares and to fully pay up such shares by a contribution in kind consisting of fifteen per cent (15%) of the shares (the Shares) it holds in the capital of Decatur Industries Inc. a public limited liability corporation incorporated under the laws of the State of Delaware, with registered office at 16192 Coastal Highway, Lewes, Delaware, 19958 County of Sussex in the State of Delaware and registered with the State of Washington under the number 603-205-378 (Decatur) in an aggregate amount of one million thirty-five thousand United States Dollars (USD 1,035,000) which shall be allocated as follows:

- an amount of eight thousand eight hundred seventy-three United States Dollars (USD 8,873.-) to the nominal share capital account of the Company; and

- the balance of one million twenty-six thousand one hundred twenty-seven United States Dollars (USD 1,026,127.-) to the share premium reserve account of the Company.

Pursuant to articles 26-1 and article 32-1 (5) of the law of August 10, 1915 on commercial companies, as amended from time to time, the Shares so contributed in kind have been the subject of a report prepared by Grant Thornton Lux Audit S.A., réviseur d'entreprises, dated September 2, 2014 which concludes as follows:

«Based on our work, no facts came to our attention, which will make us believe that the global value of the contribution in kind is not at least corresponding to the number and the nominal value of the Company's shares to be issued, increased by the allocation to the share premium account.»

The said auditor's report, after having been signed *ne varietur* by the members of the Bureau and the undersigned notary, shall remain attached to the present deed to be registered with it.

The amount of the increase of the share capital is forthwith at the free disposal of the Company, evidence of which has been given to the undersigned notary.

Fourth resolution:

As a consequence of the foregoing resolutions, the Meeting resolves to amend article 5 of the Articles in order to reflect the above changes, so that it shall henceforth read as follows:

“ **Art. 5.** The subscribed share capital of the Company is set at fifty thousand United States Dollars (USD 50,000.-) divided into fifty thousand (50,000) shares, having a par value of one United States Dollar (USD 1.-) per share.

The shares are in registered or bearer form, at the option of the shareholders.

The company may, to the extent and under the terms permitted by law, redeem its own shares.”

Fifth resolution:

The Meeting resolves to amend the share certificate(s) of the Company in order to reflect the above changes and empowers and authorizes any Authorized Representative, each individually, to proceed on behalf of the Company with the registration of the newly issued shares in the share certificate(s) issued by the Company.

There being no further business on the agenda, the Meeting is closed at 10.43 a.m..

Costs and expenses:

The expenses, costs, remunerations and charges in any form whatsoever, which shall be borne by the Company as a result of the present deed are estimated to be approximately two thousand one hundred Euro (EUR 2,100.-).

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that at the request of the above appearing persons, the present deed is worded in English followed by a French version. At the request of the same appearing persons and in case of divergences between English and the French versions, the English version will prevail.

Whereof the present notarial deed was drawn up in Mondorf-les-Bains, in the office of the undersigned notary, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the appearing persons, which are known to the notary by their surnames, names, civil status and residence, the said persons signed the present deed together with the notary.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille quatorze, le dixième jour du mois de septembre,

par devant Nous, Maître Marc Loesch, notaire de résidence à Mondorfles-Bains, Grand-Duché de Luxembourg,

s'est tenue

une assemblée générale extraordinaire (l'Assemblée) des actionnaires de MOTO-ID S.A., une société anonyme constituée selon les lois du Grand-Duché de Luxembourg, ayant son siège social au 6, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg (R.C.S.Luxembourg) sous le numéro B 171.868 (la Société).

La Société a été constituée le 18 septembre 2012 suivant un acte notarié, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations numéro 2685, le 2 novembre 2012. Les statuts de la Société ont été modifiés pour la dernière fois le 2 septembre 2014 suivant un acte du notaire soussigné, non encore publié Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

L'Assemblée est ouverte à 10.33 heures et est présidée par Monsieur Chris Oberhag, demeurant professionnellement à Mondorf-les-Bains.

Le Président nomme Madame Karola Böhm, demeurant professionnellement à Mondorf-les-Bains, en tant que Secrétaire et Scrutateur de l'Assemblée (le Président, le Secrétaire et le Scrutateur sont désignés collectivement le Bureau de l'Assemblée).

Les actionnaires représentés à l'Assemblée ainsi que le nombre d'actions qu'ils détiennent sont indiquées sur une liste de présence laquelle, après avoir été signée par le représentant des actionnaires et les membres du Bureau, restera annexée au présent procès-verbal pour être soumise avec lui aux formalités de l'enregistrement.

Les procurations des actionnaires représentés à la présente Assemblée, signée par toutes les parties, resteront également annexées au présent procès-verbal pour être soumises avec lui aux formalités de l'enregistrement.

Le Bureau de l'Assemblée ayant ainsi été constitué, le Président déclare que:

I. Il ressort de la liste de présence établie et signée par les membres du Bureau que quarante et une mille cent vingt-sept (41.127) actions ayant une valeur nominale d'un Dollar des Etats-Unis (USD 1,-) chacune, représentant l'entière des actions votantes de la Société ayant un capital social émis d'un montant de quarante et un mille cent vingt-sept Dollars des Etats-Unis (USD 41.127,-), sont dûment représentées à la présente Assemblée, qui est par conséquent régulièrement constituée et peut délibérer sur les points de l'ordre du jour reproduit ci-après.

II. L'ordre du jour de l'Assemblée est le suivant:

1. Renonciation aux formalités de convocations.

2. Augmentation du capital social de la Société d'un montant de huit mille huit cent soixante-treize Dollars des Etats-Unis (USD 8.873,-) afin de porter le capital social de la Société de son montant actuel de quarante et un mille cent vingt-sept Dollars des Etats-Unis (USD 41.127,-), représenté par quarante et un mille cent vingt-sept (41.127) actions d'une valeur nominale d'un Dollar des Etats-Unis (USD 1,-) par action à cinquante mille Dollars des Etats-Unis (USD 50.000,-) par l'émission de huit mille huit cent soixante-treize (8.873) nouvelles actions de la Société ayant une valeur nominale d'un Dollar des Etats-Unis (USD 1,-) par action, lesdites actions ayant les mêmes droits et obligations que les actions existantes.

3. Souscription à et libération de l'augmentation du capital social tel que décrit au point 2. ci-dessus par un paiement en nature.

4. Modification subséquente de l'article 5 des statuts de la Société (les Statuts) afin de refléter l'augmentation du capital social de la Société adoptée au point 2. ci-dessus.

5. Modification du(des) certificat(s) d'actions de la Société afin de refléter les modifications ci-dessus avec pouvoir et autorité donnés à tout administrateur de la Société (chacun un Représentant Autorisé), chacun individuellement, pour procéder pour le compte de la Société aux modifications ci-dessus dans le(s) certificat(s) d'actions émis par la Société.

6. Divers.

III. Après délibération, l'Assemblée passe, à l'unanimité, les résolutions suivantes:

Première résolution:

L'Assemblée constate que l'entière du capital social de la Société étant représenté à la présente Assemblée, les Actionnaires renoncent aux formalités de convocation, se considérant valablement convoqués et déclarant avoir une parfaite connaissance de l'ordre du jour qui leur a été communiqué à l'avance.

Deuxième résolution:

L'Assemblée décide d'augmenter et par la présente augmente le capital social de la Société d'un montant de huit mille huit cent soixante-treize Dollars des Etats-Unis (USD 8.873,-) afin de porter le capital social de la Société de son montant actuel de quarante et un mille cent vingt-sept Dollars des Etats-Unis (USD 41.127,-), représenté par quarante et un mille cent vingt-sept (41.127) actions d'une valeur nominale d'un Dollar des Etats-Unis (USD 1,-) par action à cinquante mille Dollars des Etats-Unis (USD 50.000,-) par l'émission de huit mille huit cent soixante-treize (8.873) nouvelles actions de la Société ayant une valeur nominale d'un Dollar des Etats-Unis (USD 1,-) par action, lesdites actions ayant les mêmes droits et obligations que les actions existantes.

Troisième résolution:

L'Assemblée décide d'accepter et d'enregistrer la souscription suivante à, et la libération intégrale de l'augmentation du capital social comme suit:

Souscription - Libération

SIGNALETIQUE S.A., une société anonyme constituée selon les lois du Grand-Duché de Luxembourg, ayant son siège social au 6, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg, immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg (R.C.S. Luxembourg) sous le numéro B 172.286,

ici représenté par Monsieur Chris Oberhag, prénommé,

en vertu d'une procuration sous seing privé donnée le 28 août 2014, déclare souscrire à huit mille huit cent soixante-treize (8.873) nouvelles actions et libérer intégralement ces actions par un apport en nature consistant en quinze pour cent (15%) des actions (les Actions) qu'elle détient dans Decatur Industries Inc., une public limited liability corporation constituée sous les lois du State of Delaware, avec siège social au 16192 Coastal Highway, Lewes, Delaware, 19958 County of Sussess dans le State of Delaware et enregistrée avec le State of Washington sous le numéro 603-205-378 (Decatur) pour un montant total d'un million trente-cinq mille Dollars des Etats-Unis (USD 1.035.000,-) qui sera alloué comme suit:

- un montant de huit mille huit cent soixante-treize Dollars des Etats-Unis (USD 8.873,-) au compte du capital social nominal de la Société; et

- le solde d'un million vingt-six mille cent vingt-sept Dollars des Etats-Unis (USD 1.026.127,-) au compte de réserve prime d'émission de la Société.

Conformément aux articles 26-1 et 32-1 (5) de la loi du 15 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée de temps à autre, les Actions ainsi apportées ont fait l'objet d'un rapport préparé par Grant Thornton Lux Audit S.A., réviseur d'entreprises, daté du 2 septembre 2014, dont la conclusion est la suivante:

«Based on our work, no facts came to our attention, which will make us believe that the global value of the contribution in kind is not at least corresponding to the number and the nominal value of the Company's shares to be issued, increased by the allocation to the share premium account.»

Ledit rapport du réviseur d'entreprises, après avoir été signé ne varietur par les membres du Bureau ainsi que par le notaire soussigné, restera annexé au présent acte pour être enregistré avec lui.

Le montant de l'augmentation du capital social est immédiatement mis à la disposition de la Société, dont preuve a été donnée au notaire soussigné.

Quatrième résolution:

En conséquence des résolutions qui précèdent, l'Assemblée décide de modifier l'article 5 des Statuts afin de refléter les modifications ci-dessus, et décide que cet article aura la teneur suivante:

« **Art. 5.** Le capital social souscrit de la Société est fixé à cinquante mille Dollars des Etats-Unis (USD 50.000,-) représenté par cinquante mille (50.000) actions d'une valeur nominale d'un Dollar des Etats-Unis (USD 1,-) chacune.

Les actions sont nominatives ou au porteur au choix de l'actionnaire.

La société peut, dans la mesure et aux conditions prescrites par la loi, racheter ses propres actions.»

Cinquième résolution:

L'Assemblée décide de modifier le(es) certificat(s) d'actions de la Société afin de refléter les modifications ci-dessus et donne pouvoir et autorité à tout Représentant Autorisé, chacun individuellement, pour procéder pour le compte de la Société à l'inscription des actions nouvellement émises dans le(s) certificat(s) d'actions de la Société.

Plus rien ne figurant à l'ordre du jour, l'Assemblée est clôturée à 10.43 heures.

Estimation des frais

Les dépenses, coûts, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société en raison du présent acte son estimés à approximativement deux mille cent euros (EUR 2.100,-).

Le notaire soussigné, qui comprend et parle l'anglais, déclare par la présente qu'à la demande des comparants, le présent acte est rédigé en anglais suivi d'une version française. À la demande des mêmes comparants et en cas de divergences entre les version anglaise et française, la version anglaise prévaudra.

DONT ACTE, fait et passé à Mondorf-les-Bains, en l'étude du notaire soussigné, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite aux comparants, connus du notaire par leurs noms, prénoms, états civils et demeures, les comparants ont signé, ensemble avec le notaire, le présent acte.

Signé: C. Oberhag, K. Böhm, M. Loesch.

Enregistré à Remich, le 15 septembre 2014. REM/2014/2000. Reçu soixante-quinze euros. 75,00 €.

Le Receveur (signé): P. MOLLING.

Pour expédition conforme,

Mondorf-les-Bains, le 17 octobre 2014.

Référence de publication: 2014161720/225.

(140183952) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 octobre 2014.

**R Investments, Société d'Investissement à Capital Variable,
(anc. HDF Sicav SPE (Lux)).**

Siège social: L-1160 Luxembourg, 16, boulevard d'Avranches.

R.C.S. Luxembourg B 135.265.

In the year two thousand and fourteen, on the twenty-ninth day of September.

Before Us Maître Edouard Delosch, notary, residing in Diekirch, Grand-duchy of Luxembourg,

Was held

an extraordinary general meeting of the shareholders (hereafter referred to as the "Meeting") of HDF SICAV SPE (Lux) (hereafter referred to as the "Company"), a société d'investissement à Capital Variable having its registered office at 16, Boulevard d'Avranches, L-1160 Luxembourg, registered with the Register of Trade and Companies in Luxembourg (the "Register") under number B 135.265.

The Meeting was opened with Géraldine ASTGEN, employee, residing professionally in Luxembourg, as chairman of the Meeting.

The chairman appointed as secretary Agnieszka KLEMENS, bank employee, residing professionally in Luxembourg.

The Meeting elected as scrutineer Valérie STEFFANUS, bank employee, residing professionally in Luxembourg.

The bureau of the Meeting (hereafter referred to as the "Bureau") having thus been constituted, the chairman declared and requested the notary to state:

I.- That the agenda of the Meeting is the following:

Agenda

Full restatement of the articles of incorporation of the Company (the "Articles") including principally but not limited to the amendments as detailed below:

(i) Amendment to Article 1 of the Articles:

a. to change the name of the Company from HDF Sicav SPE (Lux) to R Investments.

(ii) Amendment to Article 3 of the Articles:

a. to specify that the Company is subject to the Luxembourg law of 17 December 2010 on undertakings for collective investment so that Article 3 reads as follows:

" **Art. 3.** The exclusive object of the Corporation is to place the funds available to it in securities of any kind and other permitted assets, including units in other undertakings for collective investment, with the purpose of spreading investment risks and affording its shareholders the results of the management of its portfolio.

The Corporation may take any measures and carry out any operation which it may deem useful in the accomplishment and development of its purpose to the full extent permitted by part II of the law of 17 December 2010 regarding collective investment undertakings, as amended from time to time (the "2010 Law")."

(iii) Amendment to Article 5 of the Articles:

a. to clarify that the Company is an umbrella structure which may offer different classes or sub-classes.

(iv) Amendment to Article 7 of the Articles:

a. to extend the definition of "US Persons" to which ownership of shares is restricted.

(v) Amendment to Article 15 of the Articles:

a. to provide that a sub-fund may, in accordance with the provisions of the sales documents, invest in one or more other sub-funds of the Company.

(vi) General update of the Articles in order to, among others, comply with the the Luxembourg law of 12 July 2013 on alternative investment fund managers among which:

a. Article 26 of the Articles: right to grant discharge of liability to the depositary;

b. Article 27 of the Articles: right to grant preferential treatment to certain investors;

c. Article 28 of the Articles: means to disclose information to investors;

d. Article 32 of the Articles: clarification of the accounting standards.

II.- That a first extraordinary general meeting of the Company was held on 27 August 2014 to deliberate on the same agenda as hereinbefore reproduced. Only 36,362.135 shares out of the 158,855.038 shares of no par value outstanding on 20 August 2014 being represented at the said meeting, this meeting was not regularly constituted and could not validly deliberate on the sole item of the agenda for lack of quorum. It was thus decided to reconvene on this day.

III.- The present Meeting has been duly convened by notices containing the agenda of the Meeting published in the Mémorial number 2292 of 28 August 2014 and number 2460 of 12 September 2014, in the Tageblatt of 28 August 2014 and 13 September 2014 and in the Luxemburger Wort of 28 August 2014 and 12 September 2014.

The related copies of the said publications are deposited on the desk of the Bureau of the Meeting.

IV.- The shareholders present or represented, the proxies of the represented shareholders and the number of their shares are shown on an attendance list; this attendance list signed by the shareholders present, the proxies of the represented shareholders and by the Bureau will remain annexed to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities.

V.- It appears from the attendance list that, out of the 158,355.038 shares in issue, 141,476.129 shares are present or represented at the Meeting. Pursuant to article 67-1(2) of the law of 10 August 1915 on commercial companies, as amended, the Meeting is regularly constituted and may validly deliberate and decide upon the sole item of the agenda of the Meeting, whatsoever the represented part of capital.

VI.- As a result of the foregoing, the present Meeting is regularly constituted and may validly decide on the sole item of the agenda.

After deliberation, the Meeting, by 141,475 votes for, no votes against and no abstentions, takes the following resolution:

Sole resolution

The Meeting resolves to fully restate the articles of incorporation and in particular Article 3 so as to read as follows:

" **Art. 1.** There exists among the subscribers and all those who may become holders of shares, a corporation in the form of a "société anonyme" qualifying as a "société d'investissement à capital variable" under the name of R INVESTMENTS, (the "Corporation")."

Art. 2. The Corporation is established for an indefinite period. The Corporation may be dissolved at any time by a resolution of the shareholders adopted in the manner required for amendment of these articles of incorporation.

Art. 3. The exclusive object of the Corporation is to place the funds available to it in securities of any kind and other permitted assets, including units in other undertakings for collective investment, with the purpose of spreading investment risks and affording its shareholders the results of the management of its portfolio.

The Corporation may take any measures and carry out any operation which it may deem useful in the accomplishment and development of its purpose to the full extent permitted by part II of the law of 17 December 2010 regarding collective investment undertakings, as amended from time to time (the "2010 Law").

Art. 4. The registered office of the Corporation is established in Luxembourg City, in the Grand Duchy of Luxembourg. Branches or other offices may be established either in Luxembourg or abroad by resolution of the board of directors.

In the event that the board of directors determines that extraordinary political, military, economic or social developments have occurred or are imminent that would interfere with the normal activities of the Corporation at its registered office, or with the ease of communication between such office and persons abroad, the registered office may be temporarily transferred abroad until the complete cessation of these abnormal circumstances; such temporary measures shall have no effect on the nationality of the Corporation which, notwithstanding the temporary transfer of its registered office, will remain a Luxembourg corporation.

Art. 5. The capital of the Corporation shall be represented by shares of no par value and shall at any time be equal to the total net assets of the Corporation as defined in article twenty-two hereof. The minimum capital of the Corporation shall be one million two hundred and fifty thousand euro (Eur 1,250,000.-) and must be reached within a period of 6 months following the authorisation of the Corporation as an undertaking for collective investment. The board of directors is authorized without limitation to issue further shares to be fully paid at any time at a price based on the net asset value per share or the respective net asset values per share determined in accordance with article twenty-three hereof without reserving to the existing shareholders a preferential right to subscription of the shares to be issued.

The board of directors may delegate to any duly authorized Director or officer of the Corporation or to any other duly authorized person, the duty of accepting subscriptions and of delivering and receiving payment for such new shares.

The Corporation shall be an umbrella structure within the meaning of article 181 of the 2010 Law. The board of directors may, at any time, as it deems appropriate, decide to create different compartments or sub-funds (each a "Sub-Fund"). As between shareholders, each portfolio of assets shall be invested for the exclusive benefit of the relevant Sub-Fund. The Corporation shall be considered as one single legal entity. With regard to third parties, in particular towards the Corporation's creditors, each Sub-Fund shall be exclusively responsible for all liabilities attributable to it.

The board of directors may create each Sub-Fund for an unlimited or limited period of time; in the latter case, the board of directors may, at the expiry of the initial period of time, prorogate the duration of the relevant Sub-Fund once or several times.

The shares to be issued in a Sub-Fund may, as the board of directors shall determine, be of different classes or sub-classes, the feature, terms and conditions of which shall be established by the board of directors and the proceeds of the issue of each class of shares shall be invested pursuant to the investment policy and strategy determined by the board of directors but where in particular a specific sales and redemption charge structure, hedging policy or other specific feature is applied to each class or sub-class, subject to the investment restrictions provided by law or as the board of directors shall from time to time determine for the Sub-Fund in respect of each class or sub-class of shares. If classes or sub-classes are created, references to classes in these articles of incorporation should, where appropriate, be construed as references to such Sub-Fund, classes or sub-classes, as relevant.

The Corporation may agree to issue shares as consideration for a contribution in kind of securities or other assets which could be acquired by the relevant class pursuant to the investment objectives, policies, strategies and restrictions of the relevant Sub-Fund, in compliance with the conditions set forth by Luxembourg law, in particular, as the case may be, the obligation to deliver a valuation report from the auditor of the Corporation.

For the purpose of determining the capital of the Corporation, the net assets attributable to each class shall, if not expressed in the reference currency of the relevant class be translated into the reference currency of the relevant class and the capital of the Corporation, being the total net assets of all the classes, shall be expressed in Euro.

Without prejudice to the right of the board of directors to proceed to compulsory redemptions pursuant to article twenty below, the general meeting of holders of shares of a class, deciding in accordance with the quorum and majority requirements referred to in article twenty-eight of these articles, may reduce the capital of the Corporation by cancellation of the shares of such class and refund to the holders of shares of such class the full net asset value of the shares of such class as at the date of distribution.

The general meeting of holders of shares of a class or several classes may also decide to allocate the assets of such class or classes of shares to those of another existing class of shares and to redesignate the shares of the class or classes concerned as shares of another class (following a split or consolidation, if necessary and the payment of the amount corresponding to any fractional entitlement to shareholders or the allocation, if so resolved, of rights to fractional entitlements pursuant to the last paragraph of article 6 of the articles of incorporation). Such a class meeting may also resolve to contribute the assets and liabilities attributable to such class or classes to another undertaking for collective investment

against issue of shares of such other undertakings for collective investment to be distributed to the holders of shares of the class or classes concerned.

Such decision will be published by the Corporation and such publication will contain information in relation to the new class or the relevant undertaking for collective investment.

Such publication will be made within one month before the date on which such consolidation or merger shall become effective in order to enable holders of such shares to request redemption thereof, free of charge, before the implementation of any such transaction. There shall be no quorum requirements for the general meeting deciding upon a consolidation of several classes of shares within the Corporation and any resolution on this subject may be taken by simple majority. Resolutions to be passed by any such class meeting with respect to a contribution of the assets and of the liabilities attributable to any class or classes to another undertaking for collective investment shall be subject to the quorum and majority requirements referred to in article twenty-eight of these articles, except when a merger is to be implemented with a mutual investment fund (fonds commun de placement) or a foreign based undertaking for collective investment, in which case the resolutions shall only be binding upon such shareholders who shall have voted in favour of the merger proposals.

Art. 6. The Corporation shall only issue shares in registered form. Unless otherwise decided by the board of directors of the Corporation at its sole discretion, no share certificate will be issued. Shareholders will only receive a confirmation of their shareholding.

Shares may be issued only upon acceptance of the subscription and after receipt of the purchase price. The subscriber will, without undue delay, upon acceptance of the subscription and receipt of the purchase price, receive title to the shares purchased by him and upon application obtain delivery of a confirmation of his shareholding.

Payments of any dividends will be made to shareholders, at their address in the Register of Shareholders or to designated third parties.

All issued shares of the Corporation shall be inscribed in the Register of Shareholders, which shall be kept by the Corporation or by one or more persons designated therefore by the Corporation and such Register shall contain the name of each holder of shares, his residence or elected domicile and the number of shares held by him. Every transfer of share shall be entered in the Register of Shareholders.

Transfer of shares shall be effected by written declaration of transfer to be inscribed in the Register of Shareholders, dated and signed by the transferor and transferee, or by persons holding suitable powers of attorney to act therefore. The Corporation may also recognize any other evidence of transfer satisfactory to it.

Every shareholder must provide the Corporation with an address to which all notices and announcements from the Corporation may be sent. Such address will also be entered in the Register of Shareholders.

In the event that such shareholder does not provide such an address, the Corporation may permit a notice to this effect to be entered in the Register of Shareholders and the shareholder's address will be deemed to be at the registered office of the Corporation, or such other address as may be so entered by the Corporation from time to time, until another address shall be provided to the Corporation by such shareholder. The shareholder may, at any time, change his address as entered in the Register of Shareholders by means of a written notification to the Corporation at its registered office, or at such other address as may be set by the Corporation from time to time.

Fractions of shares may be issued.

Art. 7. The Corporation may restrict or prevent the ownership of shares in the Corporation by any person, firm or corporate body if the holding of shares by such person results in a breach of applicable laws or regulations whether Luxembourg or foreign or if such holding may be detrimental to the Corporation. More specifically, the shares are not and will not be registered in the United States under the US Securities Act of 1933, as amended ("Securities Act of 1933"), or permitted under any law of the United States. These shares may not be offered, sold or transferred in the United States (including its territories and possessions) nor benefit, directly or indirectly, to any US Person (as defined in Regulation S under the Securities Act of 1933) and similar categories (as described in the US "HIRE" Act of 18 March 2010 and in the FATCA framework). Applications for shares may not be made by any US Person and applicants will be required to declare that they are not a US Person prior to the issuance of shares to them. The directors of the Corporation reserve the right to reject an application for shares and have the power to compulsorily redeem the shares of any investor who is or should become a US Person whilst that investor owns shares in the Corporation.

For such purposes the Corporation may:

a) decline to issue any share and decline to register any transfer of a share, where it appears to it that such registration or transfer would or might result in beneficial ownership of such share by a person who is precluded from holding such shares or might result in beneficial ownership of such shares by any person who is a national of, or who is resident or domiciled in a specific country determined by the board of directors exceeding the maximum percentage fixed by the board of directors of the Corporation's capital which can be held by such persons (the "maximum percentage") or might entail that the number of such persons who are shareholders of the Corporation exceeds a number fixed by the board of directors (the "maximum number")

b) at any time require any person whose name is entered in, or any person seeking to register the transfer of shares on, the Register of Shareholders to furnish it with any information, supported by affidavit, which it may consider necessary

for the purpose of determining whether or not beneficial ownership of such shareholder's shares rests or will rest in a US person or a person who is a national of, or who is resident or domiciled in such other country determined by the board of directors and

c) where it appears to the Corporation that any person who is a national of, or who is resident or domiciled in any such country determined by the board of directors, either alone or in conjunction with any other person is a beneficial owner of shares or holds shares in excess of the maximum percentage or would entail that the maximum number or maximum percentage would be exceeded or has produced forged certificates and guarantees or has omitted to produce the certificates or guarantees determined by the board of directors, compulsorily redeem from any such shareholder all or part of shares held by such shareholder in the following manner:

1) The Corporation shall serve a notice (hereinafter called the "redemption notice") upon the shareholder holding such shares or appearing in the Register of Shareholders as the owner of the shares to be redeemed, specifying the shares to be redeemed as aforesaid, the price to be paid for such shares, and the place at which the redemption price in respect of such shares is payable. Any such notice may be served upon such shareholder by posting the same in a prepaid registered envelope addressed to such shareholder at his last address known to or appearing in the books of the Corporation. Immediately after the close of business on the date specified in the redemption notice, such shareholder shall cease to be a shareholder and the shares previously held or owned by him shall be cancelled;

2) The price at which the shares specified in any redemption notice shall be redeemed (hereinafter referred to as "the redemption price") shall be the redemption price defined in article twenty hereof;

3) Payment of the redemption price will be made to the owner of such shares in the currency in which the net asset value of the shares of the class concerned is determined except in periods of exchange restrictions and the redemption price will be deposited with a bank in Luxembourg or elsewhere (as specified in the redemption notice) for payment to such owner upon surrender of the share certificates, if issued, specified in such notice. Upon deposit of such price as aforesaid no person interested in the shares specified in such redemption notice shall have any further interest in such shares or any of them, or any claim against the Corporation or its assets in respect thereof, except the right of the shareholder appearing as the owner thereof to receive the price so deposited (without interest) from such bank as aforesaid.

4) The exercise by the Corporation of the powers conferred by this article shall not be questioned or invalidated in any case, on the ground that there was insufficient evidence of ownership of shares by any person or that the true ownership of any shares was otherwise than appeared to the Corporation at the date of any redemption notice, provided that in such case the said powers were exercised by the Corporation in good faith; and

d) decline to accept the vote of any person who is precluded from holding shares in the Corporation or any shareholder holding a number of shares exceeding the maximum percentage or maximum number at any meeting of shareholders of the Corporation.

Art. 8. Any regularly constituted meeting of the shareholders of the Corporation shall represent the entire body of shareholders of the Corporation. It shall have the broadest powers to order, carry out or ratify acts relating to the operations of the Corporation.

Art. 9. The annual general meeting of shareholders shall be held, in accordance with Luxembourg law, at the registered office of the Corporation, or at such other place in Luxembourg as may be specified in the notice of meeting, on the third Tuesday of the month of April at 2.00 p.m. (Luxembourg time). If such day is not a bank business day in Luxembourg, the annual general meeting shall be held on the next following bank business day. The annual general meeting may be held abroad if, in the absolute and final judgment of the board of directors, exceptional circumstances so require.

Other meetings of shareholders may be held at such place and time as may be specified in the respective notices of meeting.

Art. 10. The quorum required by law shall govern the conduct of the meetings of shareholders of the Corporation, unless otherwise provided herein.

Each share of whatever class and regardless of the net asset value per share within its class, is entitled to one vote. A shareholder may act at any meeting of shareholders by appointing another person as his proxy in writing or by cable or telegram or telex or facsimile.

Except as otherwise required by law or as otherwise provided herein, resolutions at a meeting of shareholders duly convened will be passed by a simple majority of those present and voting.

The board of directors may determine all other conditions that must be fulfilled by shareholders for them to take part in any meeting of shareholders.

Art. 11. Shareholders will meet upon call by the board of directors, pursuant to notice setting forth the agenda sent at least eight days prior to the meeting to each shareholder at the shareholder's address in the Register of Shareholders.

To the extent required by Luxembourg law and regulations, notice shall, in addition, be published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations of Luxembourg and in a Luxembourg newspaper. Notice may also be published in such other newspaper as the board of directors may decide.

Art. 12. The Corporation shall be managed by a board of directors composed of not less than three members; members of the board of directors must be under 70 years old, but need not be shareholders of the Corporation.

The directors shall be elected by the shareholders at their annual general meeting for a period ending at the next annual general meeting and until their successors are elected and qualify, provided, however, that a director may be removed with or without cause and/or replaced at any time by resolution adopted by the shareholders.

In the event of a vacancy in the office of director because of death, retirement or otherwise, the remaining directors may elect, by majority vote, a director to fill such vacancy until the next meeting of shareholders.

Art. 13. The board of directors will choose from among its members a chairman, and may choose from among its members one or more vice-chairmen. It may also choose a secretary, who need not be a director, who shall be responsible for keeping the minutes of the meetings of the board of directors and of the shareholders. The board of directors shall meet upon call by the chairman, or two directors, at the place indicated in the notice of meeting.

The chairman shall preside at all meetings of shareholders and the board of directors, but in his absence the shareholders or the board of directors may appoint another director (and, in respect of shareholders' meetings, any other person) as chairman pro tempore by vote of the majority present at any such meeting.

The board of directors from time to time may appoint the officers of the Corporation, including a general manager, and any assistant general managers, assistant secretaries or other officers considered necessary for the operation and management of the Corporation. Any such appointment may be revoked at any time by the board of directors. Officers need not be directors or shareholders of the Corporation. The officers appointed, unless otherwise stipulated in these articles, shall have the powers and duties given them by the board of directors.

Written notice of any meeting of the board of directors shall be given to all directors at least twenty-four hours in advance of the hour set for such meeting, except in circumstances of emergency, in which case the nature of such circumstances shall be set forth in the notice of meeting. This notice may be waived by the consent in writing or by cable or telegram, telex, fax or electronic transmission of each director. Separate notice shall not be required for individual meetings held at times and places prescribed in a schedule previously adopted by resolution of the board of directors.

Any director may act at any meeting of the board of directors by appointing in writing or by cable or telegram, telex, fax or electronic transmission another director as his proxy.

Directors may also assist at board meetings and board meetings may be held by telephone link, telephone conference, video conference or by telecommunication means allowing their identification.

The directors may only act at duly convened meetings of the board of directors. Directors may not bind the Corporation by their individual acts, except as specifically permitted by resolution of the board of directors.

The board of directors can deliberate or act validly only if at least a majority of the directors is present or represented at a meeting of the board of directors. Decision shall be taken by a majority of the votes of the directors present or represented at such meeting. In the event that in any meeting the number of votes for and against a resolution shall be equal, the chairman shall have a casting vote.

Decisions may also be taken by circular resolutions signed by all the directors.

The board of directors may delegate its powers to conduct the daily management and affairs of the Corporation and its powers to carry out acts in furtherance of the corporate policy and purpose, to officers of the Corporation or to other contracting parties.

The Corporation may appoint an alternative investment fund manager ("AIFM") within the meaning of the law of 12 July 2013 on alternative investment fund managers ("AIFM Law") and delegate to it all powers related to the portfolio management, risk management and other functions such as the administration, marketing and certain activities related to the assets of the Corporation, in accordance with and subject to the AIFM Law. The AIFM may delegate some of its responsibilities to affiliated and non-affiliated parties.

In particular, the AIFM may enter into one or more investment management agreements with one or several investment managers or enter into one or more advisory agreements with one or several investment advisers, as further described in the sales documents for the shares of the Corporation and in accordance with and subject to applicable laws.

Art. 14. The minutes of any meeting of the board of directors shall be signed by the chairman or, in his absence, by the chairman pro tempore who presided at such meeting.

Copies or extracts of such minutes which may be produced in judicial proceedings or otherwise shall be signed by the chairman, or by the secretary, or by two directors.

Art. 15. The board of directors shall, based upon the principle of spreading of risks, have power to determine the corporate and investment policy and strategy and the course of conduct of the management and business affairs of the Corporation.

The board of directors shall also determine any restrictions which shall from time to time be applicable to the investments of the Corporation.

Any Sub-Fund may, to the widest extent permitted by and under the conditions set forth in applicable Luxembourg laws and regulations, but in accordance with the provisions set forth in the sales documents of the Corporation, subscribe, acquire and/or hold shares to be issued or issued by one or more Sub-Funds of the Corporation. In this case and subject

to conditions set forth in applicable Luxembourg laws and regulations, the voting rights, if any, attaching to these shares are suspended for as long as they are held by the Sub-Fund concerned. In addition and for as long as these shares are held by a Sub-Fund, their value will not be taken into consideration for the calculation of the net assets of the Corporation for the purposes of verifying the minimum threshold of the net assets imposed by the 2010 Law.

Art. 16. No contract or other transaction between the Corporation and any other corporation or firm shall be affected or invalidated by the fact that any one or more of the directors or officers of the Corporation is interested in, or is a director, associate, officer or employee of such other corporation or firm. Any director or officer of the Corporation who serves as a director, officer or employee of any corporation or firm with which the Corporation shall contract or otherwise engage in business shall not, by reason of such affiliation with such other corporation or firm be prevented from considering and voting or acting upon any matters with respect to such contract or other business.

In the event that any director or officer of the Corporation may have any personal interest in any transaction of the Corporation, such director or officer shall make known to the board of directors such personal interest and shall not consider or vote on any such transaction, and such transaction, and such director's or officer's interest therein, shall be reported to the next succeeding meeting of shareholders.

The term "personal interest", as used in the preceding sentence, shall not include any relationship with or interest in any matter, position or transaction involving the AIFM, any subsidiary or affiliate thereof or such other corporation or entity as may from time to time be determined by the board of directors on its discretion.

Art. 17. The Corporation may indemnify any director or officer and his heirs, executors and administrators against expenses reasonably incurred by him in connection with any action, suit or proceeding to which he may be made a party by reason of his being or having been a director or officer of the Corporation or, at its request, of any other corporation of which the Corporation is a shareholder or creditor and from which he is not entitled to be indemnified, except in relation to matters as to which he shall be finally adjudged in such action, suit or proceeding to be liable for gross negligence or misconduct; in the event of a settlement, indemnification shall be provided only in connection with such matters covered by the settlement as to which the Corporation is advised by counsel that the person to be indemnified did not commit such a breach of duty. The foregoing right of indemnification shall not exclude other rights to which he may be entitled.

Art. 18. The Corporation will be bound by the joint signature of any two Directors or by the individual signature of any person to whom signatory authority has been delegated by the Board of Directors.

Art. 19. The Corporation shall appoint an authorized auditor who shall carry out the duties prescribed by the 2010 Law of, regarding collective investment undertakings, as amended. The auditor shall be elected by the annual general meeting of shareholders and serve until its successor shall have been elected.

Art. 20. As is more especially prescribed hereinbelow, the Corporation has the power to redeem its own shares at any time within the sole limitations set forth by law.

Any shareholder may at any time request the redemption of all or part of his shares by the Corporation. The redemption price shall normally be paid not later than thirty calendar days after the date on which the applicable net asset value was determined and shall be equal to the net asset value for the relevant class of shares as determined in accordance with the provisions of article twenty-two hereof less any adjustment or charge, including deferred sales charge, as the sales documents may provide. The relevant redemption price may be rounded downwards as the board of directors may decide. Any redemption request must be filed by such shareholder in written form at the registered office of the Corporation in Luxembourg or with any other person or entity appointed by the Corporation as its agent for redemption of shares, together with the delivery of the certificate or certificates for such shares in proper form (if issued) and accompanied by proper evidence of transfer or assignment.

The Board of Directors from time to time may request that a shareholder accepts redemption in kind provided that the value of the redemption in kind shall be certified by an auditor's certificate drawn up in accordance with the requirements of Luxembourg law.

To the extent provided for in the sales document of the Corporation, if requests for redemption on the relevant Valuation Day exceed 10% of the net asset value of the relevant class, then the redemptions arising from such requests shall be pro-rated such that shares representing only 10% of the net asset value of the class are redeemed with the balance of requests being "rolled over" to the subsequent Valuation Day. If at the next Valuation Day, redemption requests again exceed 10% of the net asset value of the class, all requests (including the ones carried over) shall be prorated again and the process repeated on each Valuation Day where redemption requests exceed 10% of the class net asset value until either (x) all the shares the subject of the redemption request have been redeemed or (y) the "roll-over" Valuation Day is the second calendar quarter end following the receipt of the original redemption request, at which point the balance of all shares from the original redemption request not yet redeemed shall be redeemed.

Any request for redemption shall be irrevocable except in the event of suspension of redemption pursuant to the previous paragraph or to article twenty hereof. In the absence of revocation, redemption will occur as of the first valuation day after the end of the suspension.

Shares of the capital stock of the Corporation redeemed by the Corporation shall be cancelled.

Any shareholder may request conversion of whole or part of his shares of one class into shares of another class at the respective net asset values of the shares of the relevant class, provided that the Board of Directors may impose such restrictions as to, inter alia, frequency of conversion, and may make conversion subject to payment of a charge as specified in the sales documents.

The Board of Directors may decide that no redemption or conversion by a single shareholder may be for an amount of less than that of the minimum holding requirement for each shareholder as determined from time to time by the board of directors.

If a redemption or conversion or sale of shares would reduce the value of the holdings of a single shareholder of shares of one class below the minimum holding as the board of directors shall determine from time to time, then such shareholder may be deemed to have requested the redemption or conversion, as the case may be, of all his shares of such class.

The Corporation shall not give effect to any transfer of shares in its register as a consequence of which an investor would not meet the minimum holding requirement.

The Corporation will require from each shareholder acting on behalf of other investors that any assignment of rights to the shares of the Corporation be made in compliance with applicable securities laws in the jurisdictions where such assignment is made and that in unregulated jurisdictions such assignment be made in compliance with the minimum holding requirement.

Art. 21. For the purpose of determining the issue, conversion, and redemption price thereof, the net asset value of shares in the Corporation shall be determined as to the shares of each class of shares by the Corporation from time to time, but in no instance less than once monthly, as the board of directors by resolution may direct (every such day or time for determination of net asset value being referred to herein as a "Valuation Day").

The Corporation may suspend the determination of the net asset value of shares of any particular class and the issue, redemption and conversion of shares of each class during

(a) any period when any of the principal markets or stock exchanges or markets on which any substantial portion of the investments of the Corporation attributable to such class of shares from time to time is quoted or dealt in, is closed otherwise than for ordinary holidays, or during which dealings therein are restricted or suspended;

(b) the existence of any state of affairs which constitutes an emergency as a result of which disposal or valuation of assets owned by the Corporation would, in the opinion of the directors, be impracticable;

(c) any breakdown in the means of communication normally employed in determining the price or value of the assets of the Corporation or the current prices or value on any market or stock exchange;

(d) any period when the Corporation is unable to repatriate funds for the purpose of making payments on the redemption of the shares of such class or during which any transfer of funds involved in the realisation or acquisition of investments or payments due on redemption of shares cannot in the opinion of the directors be effected at normal rates of exchange.

(e) when for any other reason the value of any substantial investment owned by the Corporation cannot promptly or accurately be ascertained or estimated; or

(f) when the Corporation has knowledge that the valuation of certain of its investments which it previously received to calculate the net asset value per share of any class was incorrect in any material respect which, in the opinion of the directors, justifies the recalculation of such net asset value (provided, however, that in no circumstances will the directors be bound to revise or recalculate a previously calculated net asset value on the basis of which subscriptions, conversions or redemptions may have been effected); or

(g) any other circumstance or circumstances where a failure to do so might result in the Corporation or its shareholders incurring any liability to taxation or suffering other pecuniary disadvantages or other detriment which the Corporation or its shareholders might not otherwise have suffered; or

(h) upon the publication of a notice convening a general meeting of shareholders for the purpose of resolving to wind-up the Corporation.

Any such suspension shall be notified to shareholders requesting purchase, redemption or conversion of shares at the time of the filing of the written request.

Such suspension as to any class of shares shall have no effect on the calculation of the net asset value, the issue, redemption and conversion of the shares of any other class of shares.

Art. 22. The net asset value of shares of each class of shares, to the extent applicable within a Sub-Fund, shall be expressed as a per share figure in the currency of the relevant class of shares as determined by the Board of Directors and shall be determined in respect of any Valuation Day by dividing the net assets of the Corporation corresponding to each class of shares, being the value of the assets of the Corporation corresponding to such class, less its liabilities attributable to such class at such time or times as the directors may determine at the place where the net asset value is calculated, by the number of shares of the relevant class then outstanding and by rounding the resulting sum to the nearest smallest cent of the currency concerned in the following manner:

A. The assets of the Corporation shall be deemed to include:

a) all cash on hand or on deposit, including any interest accrued thereon;

- b) all bills and demand notes and accounts receivable (including proceeds of securities sold but not delivered);
- c) all bonds, time notes, shares, stock, debenture stocks, subscription rights, warrants, options and other investments and securities owned or contracted for by the Corporation;
- d) all stock, stock dividends, cash dividends and cash distributions receivable by the Corporation (provided that the Corporation may make adjustments with regard to fluctuations in the market value of securities caused by trading ex-dividends, ex-rights, or by similar practices);
- e) all interest accrued on any interest-bearing securities owned by the Corporation except to the extent that the same is included or reflected in the principal amount of such security;
- f) the preliminary expenses of the Corporation insofar as the same have not been written off, and
- g) all other assets of every kind and nature, including prepaid expenses.

The value of such assets shall be determined as follows:

- 1) The value of any cash on hand or on deposit, bills and demand notes and accounts receivable, prepaid expenses, cash dividends declared and interest accrued and not yet received shall be deemed to be the full amount thereof, unless in any case the same is unlikely to be paid or received in full, in which case the value thereof shall be determined after making such discount as the directors may consider appropriate in such case to reflect the true value thereof.
- 2) The value of securities which are quoted, traded or dealt in on any stock exchange shall be based on the latest available price or, if appropriate, on the average price on the stock exchange which is normally the principal market for such securities and each security traded on any other regulated market shall be valued in a manner as similar as possible to that provided for quoted securities.
- 3) For non-quoted securities or securities not traded or dealt in on any stock exchange or other regulated market (including non-quoted securities of closed-ended undertakings for collective investment), as well as quoted or non-quoted securities on such other market for which no valuation price is available, or securities for which the quoted prices are, in the opinion of the directors, not representative of the fair market value, the value thereof shall be determined prudently and in good faith by the directors on the basis of foreseeable sales prices.
- 4) Securities issued by an open ended undertaking for collective investment will be valued at their last available price or net asset value, as reported by such undertakings for collective investment, their investment managers or their agents.
- 5) Liquid assets and money market instruments may be valued at nominal value plus any accrued interest or on an amortised cost basis.
- 6) All other securities and assets will be valued at fair market value as determined in good faith pursuant to procedures established by the directors.

B. The liabilities of the Corporation shall be deemed to include:

- a) all loans, bills and accounts payable;
- b) all accrued or payable administrative expenses (including but not limited to investment advisory fee or management fee, depository fee and corporate agents' fees);
- c) all known liabilities, present and future, including all matured contractual obligations for payments of money or property, including the amount of any unpaid dividends declared by the Corporation where the Valuation Day falls on the record date for determination of the person entitled thereto or is subsequent thereto;
- d) an appropriate provision for future taxes based on capital and income to the Valuation Day, as determined from time to time by the Corporation, and other reserves if any authorized and approved by the board of directors and
- e) all other liabilities of the Corporation of whatsoever kind and nature except liabilities represented by shares in the Corporation. In determining the amount of such liabilities the Corporation shall take into account all expenses payable by the Corporation comprising formation expenses, fees payable to its alternative investment fund manager, investment advisers or investment managers, fees and expenses payable to its accountants, depository and its correspondents, domiciliary, registrar and transfer agents, any paying agent and permanent representatives in places of registration, any other agent employed by the Corporation, fees and expenses incurred in connection with the listing of the shares of the Corporation at any stock exchange or to obtain a quotation or another regulated market, fees for legal or auditing services, promotional, printing, reporting and publishing expenses, including the cost of advertising or preparing and printing of the prospectuses, explanatory memoranda, registration statements, or of interim and annual reports, taxes or governmental charges, and all other operating expenses, including the cost of buying and selling assets, interest, currency conversion costs, bank charges and brokerage, postage, telephone and telex. The Corporation may calculate administrative and other expenses of a regular or recurring nature on an estimated figure for yearly or other periods in advance, and may accrue the same in equal proportions over any such period.

C. There shall be established a pool of assets for each class of shares in the following manner:

- a) the net proceeds from the issue of one or several classes of shares shall be applied in the books of the Corporation to the pool of assets established for the class or classes of shares, and the assets and liabilities and income and expenditure attributable thereto shall be applied to such pool subject to the provisions of this article;

b) if within any pool class specific assets are held by the Corporation for a specific class of shares, the value thereof shall be allocated to the class concerned and the purchase price paid therefor shall be deducted, at the time of acquisition, from the proportion of the other net assets of the relevant pool which otherwise would be attributable to such class;

c) where any asset is derived from another asset, such derivative asset shall be applied in the books of the Corporation to the same pool or, if applicable, the same class of shares as the asset from which it was derived and on each revaluation of an asset, the increase or diminution in value shall be applied to the relevant pool and/or class;

d) where the Corporation incurs a liability which relates to any asset attributable to a particular pool or class of shares or to any action taken in connection with an asset attributable to a particular pool or class of shares, such liability shall be allocated to the relevant pool and/or class of shares;

e) in the case where any asset or liability of the Corporation cannot be considered as being attributable to a particular pool or class of shares, such asset or liability shall be equally divided between all the pools or, insofar as justified by the amounts, shall be allocated to the pools or, as the case may be, the classes, prorata to the net asset values;

f) upon the record date for determination of the person entitled to any dividend declared on any class of shares, the net asset value of such class of shares shall be reduced by the amount of such dividends;

g) upon the payment of an expense attributable to a specific pool or a particular class of shares, the amount thereof shall be deducted from the assets of the pool concerned and, if applicable, from the proportion of the net assets attributable to the class concerned;

h) if there have been created within a class, as provided in Article five, sub-classes of shares, the allocations rules set forth above shall be applicable mutatis mutandis to such sub-classes.

D. For the purposes of this article:

a) shares in respect of which subscription has been accepted but payment has not yet been received shall be deemed to be existing as from the close of business on the Valuation Day on which they have been allotted and the price therefore, until received by the Corporation, shall be deemed a debt due to the Corporation;

b) shares of the Corporation to be redeemed under article twenty hereof shall be treated as existing and taken into account until immediately after the close of business on the Valuation Day referred to in this article, and from such time and until paid the price therefore shall be deemed to be a liability of the Corporation;

c) all investments, cash balances and other assets of the Corporation not expressed in the currency in which the net asset value of any class is denominated, shall be valued after taking into account the market rate or rates of exchange in force at the date and time for determination of the net asset value of shares and

d) effect shall be given on any Valuation Day to any purchases or sales of securities contracted for by the Corporation on such Valuation Day, to the extent practicable.

Art. 23. Whenever the Corporation shall offer shares for subscription, the price per share at which such shares shall be offered and sold, shall be the net asset value as hereinabove defined for the relevant class of shares plus any adjustment or charge which reverts to the Corporation and such sales charge as the sale documents may provide, provided that the sales charge shall not exceed 5% of the net asset value of the shares subscribed for and allotted. Any remuneration to agents active in the placing of the shares shall be paid from such sales charge. The price per share will be rounded upwards or downwards as the board of directors may resolve. The price so determined shall be payable within the time limits determined by the board of directors and disclosed in the sales documents of the Corporation.

Art. 24. The accounting year of the Corporation shall begin on the first of January of each year and shall terminate on the last day of December of the same year.

The accounts of the Corporation shall be expressed in Euro. When there shall be different classes as provided for in article five hereof, and if the accounts within such classes are expressed in different currencies, such accounts shall be translated into Euro and added together for the purpose of the determination of the accounts of the Corporation.

Art. 25. Within the limits provided by law, the general meeting of holders of shares of the class or classes in respect of which a same pool of assets has been established pursuant to article twenty-two Section C. shall, upon the proposal of the Board of Directors in respect of such class or classes of shares, determine how the annual results shall be disposed of.

If the board of directors has decided, in accordance with the provisions of Article five hereof, to create within each class of shares two sub-classes where one sub-class entitles to dividends ("Dividend Shares") and the other sub-class does not entitle to dividends ("Accumulation Shares"), dividends may only be declared and paid in accordance with the provisions of this article in respect of Dividend Shares and no dividends will be declared and paid in respect of Accumulation Shares.

The dividends declared may be paid at such places and times and in such currencies as may be determined by the Board of Directors. Interim dividends may, subject to such further conditions as set forth by law, be paid out on the shares of any class of shares upon decision of the Board of Directors.

No distribution shall be made if as a result thereof the capital of the Corporation becomes less than the minimum prescribed by law.

Art. 26. The Corporation shall enter into a depository agreement with an entity (the "Depository") which shall satisfy the requirements of Luxembourg laws and in particular the 2010 Law and the AIFM Law.).

All securities, cash and other assets of the Corporation are to be held by or to the order of the Depository who shall assume towards the Corporation and its shareholders the responsibilities provided by law.

The directors may terminate the appointment of the Depository but shall not remove the Depository unless and until a successor depository shall have been appointed in accordance with this provision to act in the place thereof.

If the circumstances so require, the opening of accounts in the name of the Corporation, as well as power of attorney on such accounts, shall be subject to the prior approval and/or ratification of the Board of Directors.

The Depository of the Corporation may discharge itself of its liability provided that certain conditions are met, including the condition that, where the law of a third country requires that certain financial instruments are held in custody by a local entity and there are no local entities that satisfy the delegation requirements laid down in point (d)(ii) of the second paragraph of Article 19(11) of the AIFM Law, the Articles expressly allow for such a discharge under the conditions set out in the AIFM Law. The Corporation hereby expressly allows the board of directors to grant such a discharge and, more generally, allows the board of directors to grant any discharge by the Depository of its liability that is not prohibited by any applicable laws and regulations and to be in place in accordance with the conditions set out in the AIFM Law.

Information regarding any discharge by the Depository of its liability, as well as any material change to this information, may be disclosed or made available to shareholders in, via and/or at any of the Information Means listed in Article 28 of these articles of incorporation; it being understood that availability or disclosure of any information regarding discharge by the Depository of its liability may be restricted to the largest extent authorised by applicable laws and regulations.

Art. 27. Any prospective or existing shareholder ("Investor") may be accorded a preferential treatment, or a right to obtain a preferential treatment (a "Preferential Treatment") subject to, and in compliance with the conditions set forth in, applicable laws and regulations.

A Preferential Treatment may consist (i) in the diminution or removal of any applicable fees, (ii) in the partial or total reimbursement or rebate of certain fees, charges and/or expenses, (iii) in preferential terms applicable to any subscription, redemption, conversion or transfer of shares (such as shorter or no prior notice, lower or no minimum amount requirements, lower or no gating, reduced or no side-pocketing, reduced or no pre-emption, tag-along or drag-along rights; the foregoing being illustrative and not exhaustive), (iv) in the possibility of avoiding investment in, or exposure to, certain assets, liabilities or counterparties, (v) in the access to, or increased transparency of, information related to certain aspects of the Corporation's portfolio or of the Corporation's or its AIFM's management or activities (whether past, present and/or future) in general, (vi) in preferential terms in relation to any distribution (whether of dividends, carried interests, liquidation proceeds or of any other amount that may be distributed by the Corporation to Investors), (vii) in certain preferential terms and rights (including veto) in relation to the appointment or removal of members of the Corporation's or its AIFM's governing bodies and/or internal committees, (viii) in the participation to the Corporation's or its AIFM's management or activities in general (including participation to their governing bodies and/or internal committees), (ix) in a right to veto, to postpone or to otherwise condition certain decisions or resolutions, (x) in increased or additional voting rights, (xi) in a "most favoured nation" (or similar) right, or (xii) in any other advantage or privilege that is not inconsistent with these Articles or with applicable laws and regulations and that may be determined from time to time by, and in the discretion of, the Corporation and/or its appointed AIFM.

A Preferential Treatment may be accorded on the basis (i) of the size, nature, timing or any feature of the investment in, or of any commitment taken vis-à-vis, the Corporation, (ii) of the type, category, nature, specificity or any feature of the Investor or Investors, (iii) of the involvement in, or participation to, the Corporation's or its AIFM's management or activities (whether past, present and/or future) in general, or (iv) of any other criteria, element or feature that is not inconsistent with these Articles or with applicable laws and regulations and that may be determined from time to time by, and in the discretion of, the Corporation and/or its AIFM.

A Preferential Treatment may (x) take the form (i) of a contractual arrangement, (ii) of a side letter or (iii) of the creation of a specific category or class of shares, or (y) take any other form or arrangement that is not inconsistent with these Articles or with applicable laws and regulations and that may be determined from time to time by, and in the discretion of, the Corporation and/or its AIFM.

Unless otherwise provided to the contrary or required by applicable laws or regulations, the existence or introduction of a Preferential Treatment or the fact that one or more Investors have been accorded a Preferential Treatment does not create a right in favour of any other prospective or existing Investor to claim for its benefit such a Preferential Treatment, even if, in relation to this Investor, all the criteria and features on which is based the relevant Preferential Treatment are met.

Whenever an Investor obtains a Preferential Treatment, a description of that Preferential Treatment, the type of Investors who obtain such preferential treatment and, where relevant, their legal or economic links with the Corporation or its AIFM, as well as any material change to this information, may be disclosed or made available to Investors in, via and/or at any of the Information Means listed in Article 28 of these Articles; it being understood that availability or disclosure of any information regarding Preferential Treatment may be restricted to the largest extent authorised by applicable laws and regulations.

Art. 28. Any information or document that the Corporation or its AIFM must or wishes to disclose or be made available to some or all of the Investors shall be validly disclosed or made available to any of the concerned Investors in, via and/or at any of the following information means (each an "Information Means"): (i) the Corporation's sales documents, (ii) subscription, redemption, conversion or transfer form, (iii) contract note, statement or confirmation in any other form, (iv) letter, telecopy, e-mail or any type of notice or message (including verbal notice or message), (v) publication in the (electronic or printed) press, (vi) the Corporation's periodic report, (vii) the Corporation's, AIFM's or any third party's registered office, (viii) a third-party, (ix) internet/a website (as the case may be subject to password or other limitations) and (x) any other means or medium to be freely determined from time to time by the Corporation or its AIFM to the extent that such means or medium comply and remain consistent with these Articles and applicable Luxembourg laws and regulations.

The Corporation or its AIFM may freely determine from time to time the specific Information Means to be used to disclose or make available a specific information or document, provided, however, that at least one current Information Means used to disclose or make available any specific information or document to be disclosed or made available shall at least be indicated in either the Corporation's sales documents or at the Corporation's or AIFM's registered office.

Certain Information Means (each hereinafter an "Electronic Information Means") used to disclose or make available certain information or document requires an access to internet and/or to an electronic messaging system. By the sole fact of investing or soliciting the investment in the Corporation, an Investor acknowledges the possible use of Electronic Information Means and confirms having access to internet and to an electronic messaging system allowing this Investor to access the information or document disclosed or made available via an Electronic Information Means.

By the sole fact of investing or soliciting the investment in the Corporation, an Investor (i) acknowledges and consents that the information to be disclosed in accordance with Article 13(1) and (2) of the AIFM Law may be provided by means of a website without being addressed personally thereto and (ii) that the address of the relevant website and the place of the website where the information may be accessed is indicated in either the Corporation's Issuing Document or at the Corporation's or AIFM's registered office.

Art. 29. In the event of a dissolution of the Corporation, liquidation shall be carried out by one or several liquidators (who may be physical persons or legal entities) named by the meeting of shareholders effecting such dissolution and which shall determine their powers and their compensation.

A class or sub-class may be dissolved by compulsory redemption of shares of the class or sub-class concerned, upon

- a) a decision of the board of directors of the Corporation if the net assets of the class or sub-class concerned have decreased below USD 5 million or the equivalent in the reference currency of such class or sub-class, or
- b) decision of the board of directors of the Corporation if, in the reasonable opinion of the directors, a change in the economical or political situation relating to the class or sub-class concerned would have material adverse consequences on investments of the class or sub-class, or
- c) decision of the board of directors of the Corporation in order to proceed to an economic rationalisation, or
- d) the decision of a meeting of holders of shares of the relevant class or sub-class.

There shall be no quorum requirement and decisions may be taken by a simple majority of the shares of the class or sub-class concerned.

In such event the shareholders concerned will be advised and the net asset value of the shares of the relevant class or sub-class shall be paid on the date of the compulsory redemption. Such class meeting may also decide that assets attributable to the class or sub-class concerned will be distributed on a prorata basis to the holders of shares of the relevant class or sub-class which have expressed the wish to receive such assets in kind.

A meeting of holders of shares of a class or sub-class may decide to amalgamate such class or sub-class with another existing class or sub-class or to contribute the assets (and liabilities) of the class or sub-class to another undertaking for collective investment against issue of shares of such undertaking for collective investments to be distributed to the holders of shares of such class or sub-class. The decision shall be published upon the initiative of the Corporation. The publication shall contain information about the new class or sub-class or the relevant undertaking for collective investments and shall be made a month prior to the amalgamation in order to provide a possibility for the holders of such shares to require redemption, without payment of any redemption fee, prior to the implementation of the transaction. For meetings which decide on the amalgamation of different classes or sub-classes within the Corporation, or the contribution of assets and liabilities of a class or sub-class to another undertaking for collective investment, there shall be no quorum requirement and decisions may be taken by a simple majority of the shares of the classes or sub-classes concerned. In case of an amalgamation with an unincorporated mutual fund (fonds commun de placement) or a foreign collective investment undertaking, decisions of the meeting of the classes or sub-classes concerned shall be binding only for holders of shares that have voted in favour of such amalgamation.

If following a compulsory redemption of all shares of one or more classes payment of the redemption proceeds cannot be made to a former shareholder during a period of six months, then the amount in question shall be deposited with the Caisse de Consignation for the benefit of the person(s) entitled thereto until the expiry of the period of limitation.

Art. 30. These articles of incorporation may be amended from time to time by a meeting of shareholders, subject to the quorum and voting requirements provided by the laws of Luxembourg. Any amendment affecting the rights of the

holders of shares of any class vis-à-vis those of any other class shall be subject, further, to the said quorum and majority requirements in respect of each such relevant class.

Where a class or sub-class is reserved to the Investment Manager and its affiliates, changes to article three (object clause), fifteen (investment restrictions and appointment of investment manager) and this article twenty-eight may be adopted if approved by two thirds of the shares then existing within this class or sub-class.

Any replacement of the Investment Manager or amendment of its remuneration will require the prior approval of this class or sub-class, except in case of proven gross negligence or wilful misconduct of the Investment Manager.

Art. 31. All matters not governed by these articles of incorporation shall be determined in accordance with the 2010 Law of on undertakings for collective investments and the law of 10 August 1915 on commercial companies (as amended).

Art. 32. The accounts of the Corporation shall be prepared in accordance with the international financial reporting standards ("IFRS"), the Luxembourg GAAP or such other permitted accounting standards accepted in Luxembourg and considered by the board of directors to be the most appropriate for the Corporation. Subject to, and in compliance with, applicable laws and regulations, the board of directors is authorised to change the accounting standards and adopt new accounting standards accepted in Luxembourg and considered by the board of directors to be the most appropriate for the Corporation. The accounting standards actually retained by the Corporation may be disclosed or made available to Investors in, via and/or at any of the Information Means listed in Article 28 of these Articles."

Expenses

The amount of the costs, expenses, fees and charges, of any kind whatsoever, which are due from the Company or charged to it as a result of its incorporation are estimated at approximately one thousand three hundred Euro (EUR 1,300.-).

The Meeting noted that the French translation of the present deed is not required anymore in accordance with article 26(2) of the law of 17 December 2010 on undertakings for collective investment, as amended, and that therefore no French translation of the present deed will follow the English version.

There being no further business on the agenda, the Meeting is thereupon closed.

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing persons, the present deed is worded in English.

Whereof, the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the Meeting, the members of the Bureau, all of whom are known to the notary by their names, civil status and residences, signed together with us, the Notary, the present original deed.

Signé: G. ASTGEN, A. KLEMENS, V. STEFFANUS, DELOSCH.

Enregistré à Diekirch, le 01 octobre 2014. Relation: DIE/2014/12390. Reçu soixante-quinze (75.-) euros.

Le Receveur pd (signé): RECKEN.

Pour expédition conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial C.

Diekirch, le 14 octobre 2014.

Référence de publication: 2014159767/688.

(140181288) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 octobre 2014.

Fresenius Kabi Finance I S.A., Société Anonyme.

Capital social: EUR 50.000,00.

Siège social: L-1611 Luxembourg, 41, avenue de la Gare.

R.C.S. Luxembourg B 141.454.

In the year two thousand and fourteen, on the sixth of October.

Before Us Maître Léonie GRETHEN, notary, residing in Luxembourg.

There appeared:

Fresenius Kabi A.G. a corporation incorporated and existing under the laws of Germany, having its registered office at Else-Kroner-Strasse 1, 61352 Bad Homburg, Germany, registered under number HRB 45881 Frankfurt am Main (The sole shareholder),

here represented by Mrs Rachida MARTINOT, employee, residing professionally in Luxembourg, by virtue of a proxy given on 11 September 2014.

The said proxy, initialled "ne varietur" by the proxyholder of the appearing party and the notary, will remain attached to the present deed in order to be registered therewith.

Such appearing party is the sole shareholder of Fresenius Kabi Finance I S.A., a société anonyme and existing under the laws of the Grand-Duchy of Luxembourg, having its registered office at 41, avenue de la Gare, L-1611 Luxembourg, registered with the Luxembourg trade and companies' register under number B 141.454, incorporated pursuant to a

deed of Maître Henri HELLINCKX, notary residing in Luxembourg, dated 5 September 2008, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (the “Memorial”) of 26 September 2008 under the number of 2357 (the “Company”).

All the fifty thousand (50.000) shares of the Company with a par value of one euro (EUR1,-) each, representing the entire subscribed capital of the Company amounting to fifty thousand euros (EUR 50.000,-) are duly present or represented at the Meeting, which is thus regularly constituted and can validly deliberate on all the items of the agenda.

The agenda of the meeting is the following:

1. Dissolution of the Company and decision to put the Company into voluntary liquidation (liquidation volontaire);
2. Appointment of HALSEY S.à r.l. as liquidator (liquidateur) in relation to the voluntary liquidation of the Company (the Liquidator);
3. Determination of the powers of the Liquidator, and of the liquidation procedure of the Company;
4. Discharge to the directors of the Company for the performance of their respective mandates; and
5. Miscellaneous.

The sole shareholder has taken the following resolutions:

First resolution

The sole shareholder resolves to dissolve the Company and to voluntarily put the Company into liquidation (liquidation volontaire).

Second resolution

The sole shareholder resolves to appoint HALSEY S.à r.l, a société à responsabilité limitée, with a share capital of twelve thousand five hundred euros (EUR 12.500,-), registered on the Luxembourg trade register under R.C.S.Luxembourg B50.984, with registered office in L-1940 Luxembourg, 174, route de Longwy, as liquidator (liquidateur) in relation to the voluntary liquidation of the Company.

Third resolution

The sole shareholder resolves to confer to the Liquidator the powers set forth in articles 144 et seq. of the Luxembourg law dated 10 August 1915 on commercial companies, as amended (the Law).

The sole shareholder further resolves that the Liquidator shall be entitled to pass all deeds and carry out all operations, including those referred to in article 145 of the Law, without the prior authorisation of the general meeting of the shareholders. The Liquidator may, under its sole responsibility, delegate its powers for specific defined operations or tasks, to one or several persons or entities.

The sole shareholder further resolves to empower and authorise the Liquidator, acting individually under its sole signature on behalf of the Company in liquidation, to execute, deliver and perform under any agreement or document which is required for the liquidation of the Company and the disposal of its assets.

The sole shareholder further resolves to empower and authorise the Liquidator to make, in its sole discretion, advance payments of the liquidation proceeds (boni de liquidation) to the shareholders of the Company, in accordance with article 148 of the Law.

The sole shareholder finally resolves to instruct the Liquidator to execute at the best of its abilities and with regard to the circumstances all the assets of the Company and to pay the debts of the Company.

Fourth resolution

The sole shareholder resolves (i) to acknowledge, approve, ratify and adopt as the actions of the Company the actions taken by the directors of the Company for the period beginning at the date of the incorporation of the Company and ending at the date hereof, (ii) to waive any claim which the Company may have against the directors of the Company arising as a result of their administration of the Company, and (iii) to grant them discharge (quitus) for the accomplishment of their respective mandate until the date hereof.

Costs

The expenses, costs, remunerations and charges in any form whatsoever, which shall be borne by the Company as a result of the present deed are estimated to be approximately one thousand euros (EUR 1,000.-).

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on the request of the above appearing party, the present deed is worded in English, followed by a French version. At the request of the same appearing party, in case of discrepancies between the English and the French text, the English version will be prevailing.

Whereof, the present notarial deed is drawn in Luxembourg, on the years and day first above written.

The document having been read to the proxyholder of the appearing party, who is known to the notary by her surname, first name, civil status and residence, the proxyholder signed together with us, the notary, the present original deed.

Suit la traduction française

L'an deux mille quatorze, le six octobre.

Par-devant Nous, Maître Léonie GRETHEN, notaire de résidence à Luxembourg.

A comparu:

Fresenius Kabi A.G., une société constituée et existant sous le droit de l'Allemagne, ayant son siège social à Else-Kroner-Strasse 1, 61352 Bad Homburg, Allemagne, enregistrée sous le numéro HRB 45881 Frankfurt am Main

ici représentée par Madame Rachida MARTINOT, employée, demeurant professionnellement à Luxembourg, en vertu d'une procuration sous seing privé donnée le 11 septembre 2014.

La procuration signée «ne varietur» par la mandataire et par le notaire soussigné restera annexée au présent acte pour être soumise avec lui aux formalités de l'enregistrement.

La comparante est l'associée unique (l'«Associé Unique») de Fresenius Kabi Finance I S.A., une société anonyme ayant son siège social à 41, avenue de la Gare, L-1611 Luxembourg, avec un capital social de EUR 50.000,- et inscrite au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg sous le numéro R.C.S. Luxembourg B141.454, constituée par un acte reçu par Maître Henri HELLINCKX, notaire de résidence à Luxembourg, en date du 5 Septembre 2008, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 2357, le 26 Septembre 2008 (la «Société»).

Toutes les cinquante mille (50.000) actions de la Société ayant une valeur nominale d'un euro (EUR1,-) chacune, représentant la totalité du capital souscrit de la Société d'un montant de cinquante mille euros (EUR 50.000,-) sont présentes ou représentées à l'assemblée qui est par conséquent valablement constituée et peut délibérer sur les points portés à l'ordre du jour.

Que la présente Assemblée Générale Extraordinaire a pour ordre du jour:

1. Dissolution de la Société et décision de mettre volontairement la Société en liquidation;
2. Nomination de HALSEY S.à r.l. en tant que liquidateur en rapport avec la liquidation volontaire de la Société (le Liquidateur);
3. Détermination des pouvoirs du Liquidateur et de la procédure de liquidation de la Société;
4. Décharge aux administrateurs de la Société pour l'accomplissement de leurs mandats respectifs; et
5. Divers.

L'Associé Unique a pris les résolutions suivantes:

Première résolution

L'associé unique décide de dissoudre la Société et de mettre volontairement la Société en liquidation (liquidation volontaire).

Deuxième résolution

L'associé unique décide de nommer HALSEY S.à r.l. société à responsabilité limitée, R.C.S., avec un capital social de douze mille cinq cent euros (EUR 12.500,-), enregistrée sous le R.C.S. Luxembourg B 50.984, avec siège social à L-1940 Luxembourg, 174, route de Longwy, en tant que liquidateur en rapport avec la liquidation volontaire de la Société.

Troisième résolution

L'associé unique décide d'attribuer au Liquidateur tous les pouvoirs prévus aux articles 144 et suivants de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée (la Loi).

L'associé unique décide en outre que le Liquidateur est autorisé à passer tous actes et à exécuter toutes opérations, en ce compris les actes prévus aux articles 145 de la Loi, sans autorisation préalable d'une assemblée générale des associés. Le Liquidateur pourra déléguer, sous sa propre responsabilité, ses pouvoirs, pour des opérations ou tâches spécialement déterminées, à une ou plusieurs personnes physiques ou morales.

L'associé unique décide en outre de conférer à et d'autoriser le Liquidateur, agissant individuellement par sa seule signature au nom de la Société en liquidation, à exécuter, délivrer et réaliser tout contrat ou document requis pour la liquidation de la Société et la disposition de ses actifs.

L'associé unique décide également de conférer pouvoir et d'autoriser le Liquidateur, à sa seule discrétion, à verser des acomptes sur le boni de liquidation aux associés de la Société conformément à l'article 148 de la Loi.

L'associé unique décide finalement de donner instruction au Liquidateur de réaliser, au mieux et eu égard aux circonstances, tous les actifs de la Société, et de payer toutes les dettes de la Société.

Quatrième résolution

L'associé unique décide (i) de reconnaître, approuver, ratifier et reprendre au compte de la Société tous les actes pris par les administrateurs de la Société pour la période débutant à la date de constitution de la Société et se terminant à ce jour, (ii) de renoncer à son droit d'exercer tout recours à l'encontre des administrateurs de la Société pour tout acte accompli dans le cadre de leurs mandats respectifs et (iii) de leur accorder décharge pour l'exécution de leurs mandats respectifs jusqu'à ce jour.

Frais

Les frais, dépenses, rémunérations ou charges de quelle nature que ce soit qui seront supportés par la Société en conséquence du présent acte sont estimés approximativement à mille euros (EUR 1.000,-).

Le notaire soussigné, qui comprend et parle l'anglais confirme qu'à la demande de la partie comparante, le présent acte a été rédigé en anglais, suivi d'une traduction française. A la demande de cette même partie comparante, en cas de divergence entre la version anglaise et la version française, la version anglaise fera foi.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée à la mandataire de la partie comparante, connue du notaire instrumentant par son nom, prénom usuel, état et demeure, la mandataire a signé avec Nous, Notaire, le présent acte original.

Signé: Martinot, GRETHEN.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils, le 7 octobre 2014. Relation: LAC/2014/46729. Reçu douze euros (12,00 €).

Le Receveur (signé): Irène Thill.

Pour expédition conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial C.

Luxembourg, le 14 octobre 2014.

Référence de publication: 2014159690/141.

(140181923) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 octobre 2014.

Tijual S.A., SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-1371 Luxembourg, 7, Val Sainte Croix.

R.C.S. Luxembourg B 181.001.

L'an deux mille quatorze,

le vingt-cinq septembre.

Par-devant Nous Maître Jean-Joseph WAGNER, notaire de résidence à SANEM (Grand-Duché de Luxembourg),

s'est tenue

une assemblée générale des actionnaires (l'«Assemblée») de «TIJUAL S.A.-SPF», une société de gestion de patrimoine familial sous forme d'une société anonyme régie par les lois luxembourgeoises, ayant son siège social au 7, Val Sainte Croix, L-1371 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, (la «Société»), constituée selon un acte notarié dressé par le notaire soussigné en date du 16 octobre 2013 et publié au Mémorial C - Recueil des Sociétés et Associations numéro 3066 du 04 décembre 2013 et enregistrée au Registre de Commerce et des Sociétés du Luxembourg sous le numéro B-181 001.

Les statuts de la Société ne furent jamais modifiés depuis sa création.

L'Assemblée est déclarée ouverte sous la présidence de Monsieur François MANTI, employé privé avec adresse professionnelle à Luxembourg,

qui a désigné Madame Carine AGOSTINI, employée privée, avec adresse professionnelle à Luxembourg, au poste de secrétaire.

L'Assemblée a élu Monsieur Federigo CANNIZZARO di BELMONTINO, juriste, avec adresse professionnelle à Luxembourg, au poste de scrutateur.

L'Assemblée ayant été valablement constituée, le président a déclaré et demandé au notaire d'acter:

(i) Que l'ordre du jour de l'Assemblée est le suivant:

Ordre du jour:

1. Dissolution de la Société et décision de mettre la Société en liquidation;
2. Nomination de la société «LUXEMBOURG INTERNATIONAL CONSULTING S.A.», en abrégé «INTERCONSULT», une société anonyme régie par le droit luxembourgeois, établie et ayant son siège social au 7 Val Sainte Croix, L-1371 Luxembourg (R.C.S. Luxembourg, section B numéro 40 312), comme liquidateur;
3. Détermination des pouvoirs conférés au liquidateur et de la rémunération du liquidateur;

(ii) Que les actionnaires présents ou représentés, les procurations des actionnaires représentés et le nombre de leurs actions seront établis sur une liste de présence; cette liste de présence, signée par les actionnaires, les détenteurs de procurations des actionnaires représentés et par le bureau de cette Assemblée, restera annexée au présent acte pour être soumise en même temps que ledit acte au fin de l'enregistrement.

(iii) Que les procurations des actionnaires représentés, parafées «ne varietur» par les comparants resteront également annexées au présent acte.

(iv) Que la totalité du capital social fixé actuellement à SOIXANTE MILLE EUROS (60'000.- EUR) est présente ou représentée à la présente Assemblée et que tous les actionnaires présents ou représentés déclarent qu'ils ont bien été notifiés et ont eu connaissance de l'ordre du jour de la présente Assemblée, que des convocations n'ont pas été nécessaires.

(v) Que la présente Assemblée, représentant la totalité du capital social, est régulièrement constituée et peut valablement délibérer sur tous les points de l'agenda.

Qu'alors, l'Assemblée, après délibération, a adoptée à l'unanimité les résolutions suivantes:

Première résolution

L'Assemblée a décidé la dissolution anticipée de la Société et la mise en liquidation de celle-ci, avec effet immédiat.

Deuxième résolution

L'Assemblée a décidé de nommer la société «LUXEMBOURG INTERNATIONAL CONSULTING S.A.», en abrégé «INTERCONSULT», une société anonyme régie par le droit luxembourgeois, établie et ayant son siège social au 7 Val Sainte Croix, L-1371 Luxembourg (R.C.S. Luxembourg, section B numéro 40 312),

comme seul liquidateur (le «Liquidateur»).

Troisième résolution

L'Assemblée a décidé que, dans l'exercice de ses fonctions, le Liquidateur disposera des pouvoirs les plus étendus pour effectuer tous les actes d'administration, de gestion et de disposition intéressant la Société, quelle que soit la nature ou l'importance des opérations en question.

Le Liquidateur disposera de la signature sociale et sera habilité à représenter la Société vis-à-vis des tiers, notamment en justice, que ce soit en tant que demandeur ou en tant que défendeur.

Le Liquidateur peut renoncer à des droits de propriété ou à des droits similaires, à des gages, ou actions en rescision, il peut accorder mainlevée, avec ou sans quittance, de l'inscription de tout gage, saisie ou autre opposition.

Le Liquidateur peut, sous sa propre responsabilité et pour une durée qu'il fixe, confier à un ou plusieurs mandataires des pouvoirs qu'il croit appropriés pour l'accomplissement de certains actes particuliers.

La Société en liquidation est valablement et sans limitation engagée envers des tiers par la signature du Liquidateur, pour tous les actes y compris ceux impliquant tout fonctionnaire public ou notaire.

Les Actionnaires décident d'approuver la rémunération du Liquidateur telle que convenue entre les parties concernées.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Lecture du présent acte faite et interprétation donnée aux comparants connus du notaire instrumentaire par leur nom, prénom usuel, état et demeure, ils ont signé avec Nous notaire le présent acte.

Signé: F. MANTI, C. AGOSTINI, F. CANNIZZARO DI BELMONTINO, J.J. WAGNER.

Enregistré à Esch-sur-Alzette A.C., le 1^{er} octobre 2014. Relation: EAC/2014/13222. Reçu douze euros (12.- EUR).

Le Receveur ff. (signé): Monique HALSDORF.

Référence de publication: 2014157673/70.

(140178152) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 octobre 2014.

Klause Forbi S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1714 Luxembourg, 83, rue de Hollerich.

R.C.S. Luxembourg B 190.832.

—
STATUTS

L'an deux mille quatorze, le sept octobre.

Par-devant Maître Léonie GRETHEN, notaire de résidence à Luxembourg.

A COMPARU:

Monsieur David Fredrik Jonas SVENSSON, commerçant, né à Ljungarum (Suède) le 23 décembre 1968, demeurant à 38109 El Rosario (Espagne), Calle Bazan, 14, Puerta 17.

Lequel comparant a requis le notaire instrumentant de dresser acte d'une société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois, dont il a arrêté les statuts comme suit:

Art. 1^{er}. Il est formé par les présentes une société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois sous la dénomination de Klause Forbi S.à r.l.

Art. 2. Le siège social est établi dans la commune de Luxembourg.

Le siège social peut être transféré à l'intérieur de la même commune par simple décision du gérant ou, en cas de pluralité de gérants, du Conseil de gérance, et en tout endroit du Grand-Duché de Luxembourg aux termes d'une décision prise par assemblée tenue dans les formes prescrites pour les modifications des statuts.

Art. 3. La société a pour objet l'achat, la vente, l'importation, l'exportation et de manière générale le commerce de gros et de détail, toute prestation de services ainsi que le consulting.

La société a en outre pour objet l'exploitation d'un restaurant-café avec débit de boissons alcooliques et non-alcooliques au sens de la loi du 2 septembre 2011.

D'une façon générale, la société pourra réaliser toutes opérations mobilières et immobilières, commerciales, industrielles ou financières, se rattachant directement ou indirectement à son objet social ou qui sont de nature à en faciliter l'extension ou le développement, tant au Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger.

Art. 4. La société est constituée pour une durée indéterminée.

Art. 5. Le capital social est fixé à douze mille cinq cents euros (EUR 12.500,-) représenté par cent parts sociales (100) de cent vingt-cinq euros (EUR 125,-), chacune.

Art. 6. Les parts sociales ne peuvent être cédées entre vifs à des non-associés qu'avec l'agrément donné en assemblée générale des associés représentant au moins les trois quarts du capital social.

En cas de pluralité d'associés, les parts sociales sont cessibles sous réserve de la stricte observation des dispositions énoncées à l'article 189 de la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales.

Art. 7. Les cessions de parts sont constatées par un acte authentique ou sous seing privé. Toutefois, elles ne sont opposables à la société et aux tiers qu'après avoir été signifiée à la société ou acceptées par elle dans un acte notarié conformément aux dispositions de l'article 1690 du Code Civil.

Art. 8. La Société est gérée par un ou plusieurs gérants. Si plusieurs gérants sont nommés, ils constitueront un conseil de gérance. Le(s) gérants ne sont pas obligatoirement associés. Le(s) gérant(s) sont révocables à tout moment par l'assemblée générale.

Les pouvoirs du/des gérant seront déterminés par l'assemblée générale lors de sa/leur nomination.

Art. 9. Chaque part sociale du capital donne droit à une voix.

Les décisions de l'assemblée générale ne sont valablement prises qu'autant qu'elles sont adoptées par les associés représentant plus de la moitié du capital social.

Les délibérations qui portent modifications des statuts ne sont valablement prises que par la majorité des associés représentant les trois quarts (3/4) du capital social.

Art. 10. La société n'est pas dissoute par le décès, l'interdiction, la faillite ou la déconfiture d'un associé.

En cas de décès d'un associé, la société continuera avec les associés survivants, sous réserve des dispositions de l'article 6 des présents statuts.

Les héritiers, ayant droit ou créanciers d'un associé ne peuvent, pour quelque motif que ce soit et sous aucun prétexte, requérir l'apposition des scellés sur les biens, papier et valeurs de la société, ni s'immiscer en aucune manière dans les actes de son administration. Ils doivent, pour l'exercice de leurs droits, s'en rapporter aux inventaires sociaux.

Art. 11. L'année sociale commence le premier janvier et finit le trente et un décembre de chaque année.

Art. 12. Chaque année, au 31 décembre, les comptes sont arrêtés et le ou les gérants dressent un inventaire comprenant l'indication des valeurs actives et passives de la société. Tout associé peut prendre communication au siège social de l'inventaire et du bilan.

Art. 13. Les produits de la société, constatés dans l'inventaire annuel, déduction faite des frais généraux, amortissements et charges, constituent le bénéfice net. Sur le bénéfice net, il est prélevé cinq pour cent (5%) pour la constitution d'un fonds de réserve jusqu'à celui-ci atteigne dix pour cent (10%) du capital social. Le solde est à la libre disposition de l'assemblée générale.

Art. 14. Lors de la dissolution de la société, la liquidation sera faite par un ou plusieurs liquidateurs, associés ou non, nommés par l'associé(e) unique ou les associés qui fixeront leurs pouvoirs et leurs émoluments.

Art. 15. Pour tous les points non prévus aux présents statuts, les parties se réfèrent et se soumettent aux dispositions légales régissant la matière et notamment aux lois du 10 août 1915 et du 18 septembre 1933.

Disposition transitoire:

Par dérogation le premier exercice social commence aujourd'hui et finira le 31 décembre 2014.

Souscription et libération:

Les statuts de la société ayant été ainsi arrêtés, le comparant, M. Fredrik Svensson, préqualifié, déclare souscrire intégralement les cents parts sociales.

La libération intégrale du capital social a été faite par des versements en espèces, de sorte que la somme de douze mille cinq cents euros (EUR 12.500,-) se trouve à la libre disposition de la société, ainsi qu'il en a été justifié au notaire soussigné, qui le constate expressément.

163151

Frais

Les frais, dépenses, rémunérations ou charges sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la société ou qui sont mis à sa charge à raison des présentes, sont évalués sans nul préjudice à la somme neuf cents euros (EUR 900,-).

Assemblée générale extraordinaire

Le comparant pré-qualifié, représenté comme mentionné ci-avant, représentant la totalité du capital souscrit et agissant en tant qu'associé unique de la Société a pris les résolutions suivantes:

1. Est nommé gérant unique de la société, pour une durée indéterminée:

- Monsieur Fredrik SVENSSON, né à Ljungarum (Suède) le 23 décembre 1968, demeurant à 38109 El Rosario (Espagne), Calle Bazan, 14, Puerta 17.

La société est en toutes circonstances valablement engagée par la signature du gérant unique.

2. L'adresse du siège social de la société est établie à L-1714 Luxembourg, 83, rue de Hollerich.

L'attention du comparant a été attiré par le notaire instrumentaire sur la nécessité d'obtenir des autorités compétentes les autorisations requises afin d'exercer les activités telles que décrites à l'article trois des présentes.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, en l'étude du notaire instrumentant, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au comparant, connu du notaire instrumentaire par nom, prénom, état et demeure, il a signé avec Nous, notaire, le présent acte.

Signé: Svensson, GRETHEN.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils, le 8 octobre 2014. Relation: LAC/2014/46821. Reçu soixante-quinze euros (75,00 €).

Le Receveur ff. (signé): Carole Frising.

Pour expédition conforme délivrée aux fins de la publication au Mémorial C.

Luxembourg, le 10 octobre 2014.

Référence de publication: 2014158099/95.

(140180118) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 octobre 2014.

Société Civile Immobilière Zwickau I, Société Civile Immobilière.

Siège social: L-8050 Bertrange, route d'Arlon.

R.C.S. Luxembourg E 3.023.

L'an deux mille quatorze.

Le premier octobre.

Par-devant Maître Henri BECK, notaire de résidence à Echternach (Grand-Duché de Luxembourg).

ONT COMPARU:

1.- Monsieur Paul LEESCH, commerçant en retraite, demeurant à L-8059 Bertrange, Niederterhaff.

2.- Madame Danielle LEESCH, employée privée, demeurant à L-7480 Tuntange, 8, rue du Bois.

3.- Madame Doris LEESCH, employée privée, demeurant à L-2309 Luxembourg, 116, avenue Pasteur.

4.- Monsieur Maximilien dit Max LEESCH, commerçant, demeurant à L-8387 Koerich, Chalet Saint-Hubert.

5.- Monsieur Joseph dit Jeff LEESCH, employé privé, demeurant à L-7392 Blaschette, 8, rue du Gruenewald.

Monsieur Paul LEESCH, prénommé, est ici représenté par Monsieur Maximilien dit Max LEESCH, prénommé, en vertu d'une procuration sous seing privé lui délivrée en date du 26 septembre 2014,

laquelle procuration, après avoir été signée "ne varietur" par tous les comparants et le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte pour être enregistrée avec lui.

Lesquels comparants, présents ou représentés comme dit ci-avant, ont exposé au notaire instrumentant ce qui suit:

Qu'ils sont les seuls associés de la société civile SOCIETE CIVILE IMMOBILIERE ZWICKAU I, avec siège social à L-8050 Bertrange, Route d'Arlon (Belle Etoile), inscrite au registre de commerce et des sociétés à Luxembourg sous le numéro E 3023 (NIN 2001 7000 447).

Que la société a été constituée suivant acte de scission reçu par le notaire Frank BADEN, alors de résidence à Luxembourg, en date du 18 janvier 2001, publié par extrait au Mémorial C Recueil des Sociétés et Associations numéro 766 du 15 septembre 2001, et dont les statuts ont été modifiés suivant acte reçu par le notaire instrumentant en date du 31 juillet 2013, publié au Mémorial C Recueil des Sociétés et Associations numéro 2326 du 20 septembre 2013.

Que le capital social s'élève au montant de TRENTE-ET-UN MILLE EUROS (€ 31.000.-), représenté par trois cents (300) parts sociales sans désignation de valeur nominale, attribuées aux associés comme suit:

1.- Monsieur Paul LEESCH, prénommé, deux cent soixante-douze parts sociales 272

2.- Madame Danielle LEESCH, prénommée, sept parts sociales 7

3.- Madame Doris LEESCH, prénommée, sept parts sociales	7
4.- Monsieur Maximilien dit Max LEESCH, prénommé, sept parts sociales	7
5.- Monsieur Joseph dit Jeff LEESCH, prénommé, sept parts sociales	7
Total: trois cents parts sociales	300

Ensuite les associés se sont réunis en assemblée générale, à laquelle ils se considèrent comme dûment convoqués, et ils ont pris à l'unanimité les résolutions suivantes:

Première résolution

Les associés décident de fixer la valeur nominale des parts sociales au montant d'UN EURO (€ 1.-) et constatent que le capital social de TRENTE-ET-UN MILLE EUROS (€ 31.000.-) est désormais représenté par trente-et-un mille (31.000) parts sociales d'une valeur nominale d'UN EURO (€ 1.-) chacune.

Les trente-et-un mille (31.000) parts sociales sont attribuées aux associés comme suit:

1.- Monsieur Paul LEESCH, prénommé, vingt-huit mille cent huit parts sociales	28.108
2.- Monsieur Maximilien dit Max LEESCH, prénommé, sept cent vingt-trois parts sociales	723
3.- Monsieur Joseph dit Jeff LEESCH, prénommé, sept cent vingt-trois parts sociales	723
4.- Madame Doris LEESCH, prénommée, sept cent vingt-trois parts sociales	723
5.- Madame Danielle LEESCH, prénommée, sept cent vingt-trois parts sociales	723
Total: trente-et-un mille parts sociales	31.000

Deuxième résolution

Les associés décident ensuite de réduire le capital social à concurrence du montant de CENT QUARANTE-DEUX EUROS (€ 142.-) pour le porter de son montant actuel de TRENTE-ET-UN MILLE EUROS (€ 31.000.-) au montant de TRENTE MILLE HUIT CENT CINQUANTE-HUIT EUROS (€ 30.858.-) par annulation de cent quarante-deux (142) parts sociales et par le remboursement du montant de CENT QUARANTE-DEUX EUROS (€ 142.-) aux associés existants au prorata de leur participation dans le capital social.

Troisième résolution

Suite aux résolutions qui précèdent, les associés décident de modifier l'article 6 des statuts afin de lui donner la teneur suivante:

Art. 6. Capital social. Le capital social est fixé à la somme de TRENTE MILLE HUIT CENT CINQUANTE-HUIT EUROS (€ 30.858.-), représenté par trente mille huit cent cinquante-huit (30.858) parts sociales d'une valeur nominale d'UN EURO (€ 1.-) chacune.

Chaque part sociale donne droit à une voix dans les délibérations des assemblées générales ordinaires et extraordinaires.

Les parts sociales sont attribuées aux associés comme suit:

1.- Monsieur Paul LEESCH, commerçant en retraite, demeurant à L- 8059 Bertrange, Niederterhaff, vingt-sept mille neuf cent soixante-dix-huit parts sociales	27.978
2.- Madame Danielle LEESCH, employée privée, demeurant à L-7480 Tuntange, 8, rue du Bois, sept cent vingt parts sociales	720
3.- Madame Doris LEESCH, employée privée, demeurant à L-2309 Luxembourg, 116, avenue Pasteur, sept cent vingt parts sociales	720
4.- Monsieur Maximilien dit Max LEESCH, commerçant, demeurant à L-8387 Koerich, Chalet Saint-Hubert, sept cent vingt parts sociales	720
5.- Monsieur Joseph dit Jeff LEESCH, employé privé, demeurant à L- 7392 Blaschette, 8, rue du Gruenewald, sept cent vingt parts sociales	720
Total: trente mille huit cent cinquante-huit parts sociales	30.858

DONT ACTE, fait et passé à Bertrange, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, tous connus du notaire par noms, prénoms usuels, états et demeures, ils ont signé avec le notaire le présent acte.

Signé: M. LEESCH, J. LEESCH, D. LEESCH, D. LEESCH, Henri BECK.

Enregistré à Echternach, le 06 octobre 2014. Relation: ECH/2014/1815. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): J.-M. MINY.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à demande, aux fins de dépôt au registre de commerce et des sociétés.

Echternach, le 08 octobre 2014.

Référence de publication: 2014158341/82.

(140179318) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 octobre 2014.